

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1009

27 avril 2013

SOMMAIRE

AltaFund Value-Add I	48420	Livestock Advise Sàrl	48419
Ameo IP Holdings S.à r.l.	48422	Mancana S.A.	48419
BaXian S.à r.l.	48405	Marlo S.A.	48394
Benodec	48388	Minusines S.A.	48386
Car International Finance S.A.	48393	PEH Sicav	48394
CCI Foreign, S.à r.l.	48420	Petercam Horizon L	48389
CDE	48388	Sentrade Holding S.A.	48408
Clinique Vétérinaire du Cèdre	48420	Simsa S.A.	48387
Coparrinal S.A.	48392	Sipam Participations S.A.	48387
C.R.B. S.A., SPF	48391	Société du Parking de l'Avenue Monterey S.A., en abrégé S.P.A.M. S.A.	48421
Edifice Holding	48431	Société du Parking d'Esch-sur-Alzette ...	48421
Francilienne Investments II S.à r.l.	48428	Sole Invest S.A.	48421
Futuwah Holding S.A.	48431	StartUp S.A.	48420
Gardenia Holding S.A. SPF	48393	Strateji SICAV	48391
G.I. Beteiligung S.A.	48393	Sunotel S.A.	48421
Hackl Hofmann Landschaftsarchitekten S.à r.l.	48430	Taino S.A.	48386
HiTec Investments S.A.	48432	Taulux S.à r.l.	48421
Hofipa S.A.	48392	The European Fund For Southeast Europe S.A., SICAV-SIF	48389
Ideal Invest Sicav	48390	VOLANDO Umbrella Fund	48405
Irimi S.A., SPF	48392	WAI S.à r.l.	48420
IT MOVES IT (Licensing) S.à r.l.	48432	Wasteholdco 2 S.à r.l.	48432
Jabelmalux S.A.	48387	Zender International S.A.	48386
Janes	48389	Zenit S.A.	48407
Kival Spain S.C.A.	48388	Zenit S.R.L.	48407
LBE	48390		

Taino S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.
R.C.S. Luxembourg B 60.255.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 15.05.2013 à 11H00 au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31.12.2012
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- décision à prendre en conformité avec l'article 100 de la loi du 10.8.1915
- divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013053739/560/17.

Zender International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 56.102.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 15 mai 2013 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013053740/506/17.

Minusines S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1022 Luxembourg, 8, rue François Hogenberg.
R.C.S. Luxembourg B 3.825.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 14 mai 2013 à 10 heures au siège social de la Société

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration.
2. Rapport du Réviseur d'entreprise indépendant.
3. Approbation des comptes annuels au 31.12.2012 et affectation du résultat.
4. Décharges à donner aux Administrateurs et au Réviseur.
5. Augmentation du nombre d'Administrateurs de 5 à 6 et nomination du Directeur actuel au poste de deuxième Administrateur Délégué.
6. Divers

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres au plus tard le jeudi 9 mai 2013 dans une banque de la place (article 17 des statuts).

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013050305/1618/20.

Simsa S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 65.521.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 15.05.2013 à 15H00 au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31.12.2012
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013053738/560/16.

Jabelmalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 11.811.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 14 mai 2013 à 11:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Collège des Commissaires pour les comptes annuels au 31 décembre 2012
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs, au Collège des Commissaires
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur
5. Décharge spéciale à l'Administrateur démissionnaire pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date de sa démission
6. Modification de la composition du Conseil d'Administration
7. Divers.

Pour assister valablement à l'assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent déposer leurs actions dans une institution bancaire située au Luxembourg ou à la société Cabra S.A., Calesbergdreef, 5, B-2900 Schoten pour le 9 mai 2013 au plus tard et envoyer au siège social de la société, une preuve de dépôt au plus tard pour le 13 mai 2013 à 12 heures.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013053737/795/23.

Sipam Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 13.937.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 06 mai 2013 à 15:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013046524/696/15.

Kival Spain S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 161.847.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra par-devant notaire le 6 mai 2013 à 11:00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Changement de siège social de la Société ;
2. Réduction du capital social à concurrence de EUR 6.801,55 (six mille huit-cent un euro et cinquante-cinq centimes) pour porter le capital social de son montant actuel de EUR 97.165 (quatre-vingt-dix-sept mille cent soixante-cinq euros) à un montant de EUR 90.363,45 (quatre-vingt-dix mille trois-cent soixante-trois euro et quarante-cinq centimes) par apurement partiel des pertes comptabilisées au 30 novembre 2012, sans annulation d'actions, et par réduction de la valeur nominale des actions de EUR 1 à EUR 0.93 ;
3. Modification subséquente des statuts ;
4. Exclusion de certains Associés Commanditaires en conformité avec les articles 13, 14 et 15 des Statuts Coordonnées au 15 décembre 2011 ;
5. Divers

Les actionnaires sont avisés qu'un quorum de 50% des actions émises est requis pour délibérer sur les points de l'ordre du jour. Si le quorum n'était pas atteint, une 2e Assemblée portant sur ces points devra être convoquée. Les résolutions pour être valables devront réunir les 2 tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013050303/795/24.

Benodec, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 21.979.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 7 mai 2013 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013049552/534/15.

CDE, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 21.962.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 7 mai 2013 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013049553/534/15.

Janes, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 21.969.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 7 mai 2013 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013049559/534/15.

Petercam Horizon L, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 33.352.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 10 avril 2013 n'ayant pas pu délibérer valablement sur l'ordre du jour, le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la SICAV PETERCAM HORIZON L à la

SECONDE ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 6 mai 2013 à 11.30 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises agréé
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises agréé
6. Nominations statutaires

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix exprimées des Actionnaires présents ou représentés. Des procurations sont disponibles au siège social de la SICAV.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, informé le Conseil d'Administration (fax: +352 49 924 2501 - ifs.fds@bdl.lu) de leur intention d'assister à l'Assemblée.

Référence de publication: 2013047630/26.

The European Fund For Southeast Europe S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, Zone d'Activités Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 114.452.

You are invited to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

("AGM") of the shareholders of The European Fund for Southeast Europe SA, SICAV-SIF ("EFSE"), which will be held at 31, Z.A. Bourmicht, L-8070 Bertrange on 6 May 2013 at 2 p.m. CET, or any adjourned date, with the following agenda:

Agenda:

1. Review of the Board report as well as of the auditor report related to the Financial Year 2012;
2. Approval of the Annual Accounts 2012 for the Financial Year 2012;
3. Approval of the dividend distribution;

4. Discharge to Mrs Monika Beck, Mr Franz-Josef Flosbach, Mr Aftab Ahmed, Dr Christoph Achini, Mr Klaas Bleeker, Dr Jochen Böhmer, Mr Roland Siller and Mr Marc Schublin as Directors, jointly and individually, in respect of the carrying out of their duties for the Financial Year 2012, as well to Mr. Peter Reiniger for the period from 4 June 2012 to 31 December 2012 and Mr Michael Neumayr until 2 June 2012.
5. Election of Mr Peter Reiniger as Director for a period expiring at the date of the annual general meeting to be held in 2014;
6. Re-election of Ms Monika Beck, Mr Franz-Josef Flosbach, Mr Aftab Ahmed, Dr Christoph Achini, Mr Klaas Bleeker, Dr Jochen Böhmer, Mr Roland Siller and Mr Marc Schublin as Directors for a period expiring at the date of the annual general meeting to be held in 2014;
7. Re-election of the auditors of EFSE, Ernst & Young, for the financial year beginning on 1 January 2013 and until the next annual general meeting of shareholders approving the accounts for the financial year ending on 31 December 2013;
8. Ratification of the Directors' remuneration paid for the Financial Year 2012;
9. Miscellaneous.

Please note that Noteholders are entitled to speak but not to vote at the AGM.

Noteholders wishing to participate at the AGM must confirm their attendance no later than Thursday, May 02, 2013 by registered mail to EFSE, c/o Citibank International plc (Luxembourg Branch) at the following address:

Mailing address

Citibank International plc (Luxembourg Branch)

31, Z.A. Bourmicht

L-8070 Bertrange

Luxembourg

Attention: Mrs. Laurence Kreicher

The Annual Report can be obtained on request at the registered office of EFSE.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013049563/755/40.

LBE, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 22.001.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 7 mai 2013 à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013049560/534/15.

Ideal Invest Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 63.262.

Da die erste außerordentliche Generalversammlung, welche am 8. April 2013 stattfand, nicht beschlussfähig war, laden wir Sie hiermit zu einer

ZWEITEN AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der IDEAL INVEST SICAV (mit dem Teilfonds IDEAL INVEST SICAV - IDEAL GLOBAL (LU0098624041)) ein, die am 13. Mai 2013 um 9.30 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfinden wird. Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

- Beschluss zur Liquidation der Gesellschaft
- Benennung der fo.con S.A. als Liquidator
- Verschiedenes

Die Punkte der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der außerordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gemäß Art. 26 (4) des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Die Aktionäre sind berechtigt, an der außerordentlichen Generalversammlung teilzunehmen oder sich vertreten zu lassen. Aktionäre, die sich vertreten lassen möchten, können eine entsprechende Vollmacht bei der Fund Domiciliation Services / Banque de Luxembourg (14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Fax Nr. +352 49924 2501, e-mail: ifs.fds@bdl.lu) anfordern und werden gebeten, diese bis zum o.g. Stichtag unterschrieben an die Gesellschaft zurückzusenden.

Aktionäre, die an der außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, müssen sich zum o.g. Stichtag vor der außerordentlichen Generalversammlung am Sitz der Gesellschaft anmelden.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre depotführende Bank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung zu beauftragen, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der außerordentlichen Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft bis zum o.g. Stichtag vorliegen.

Luxemburg, im April 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013047051/31.

C.R.B. S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 44.445.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui aura lieu le 6 mai 2013 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2012.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2013050291/1023/16.

Strateji SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 162.014.

Die Aktionäre der Strateji SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 6. Mai 2013 um 11.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 2012 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2012 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung
5. Verwendung der Erträge
6. Verschiedenes

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Grundlage für die Beschlussmehrheit sind die am fünften Tag vor der Ordentlichen Generalversammlung (Stichtag) im Umlauf befindlichen Aktien gem. Art. 26 des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Domizilstelle der Strateji SICAV (DZ PRIVATBANK S.A.) unter Tel 00352/44 903-4025, Fax 00352/44 903-4506 oder E-Mail directors-office@dz-privatbank.com angefordert werden.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013047631/10183/31.

Hofipa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 35.343.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 06.05.2013 à 14H00 au 4, rue Tony Neuman, L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31.12.2012
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013049557/560/16.

Irimi S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 8.153.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 7 mai 2013 à 15:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
4. Modification de la composition du Conseil d'Administration
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013049558/795/16.

Coparrinal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 38.910.

Le quorum requis par l'article 67-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales n'ayant pas été atteint lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue le 18 mars 2013, l'assemblée n'a pas pu statuer sur l'ordre du jour.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 13 mai 2013 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Les décisions sur l'ordre du jour seront prises quelle que soit la portion des actions présentes ou représentées et pour autant qu'au moins les deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés se soient prononcés en faveur de telles décisions.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013045937/795/18.

G.I. Beteiligung S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 55.517.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *6 mai 2013* à 18 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013049555/506/16.

Gardenia Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 14.854.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *6 mai 2013* à 15 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013049556/506/16.

Car International Finance S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 12.565.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *06 mai 2013* à 10:00 heures à 6901 LUGANO (CH), Riva Vela 12, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2009, 2010, 2011 et 2012
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013048290/696/18.

Marlo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 103.942.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du 6 mai 2013 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013049561/506/17.

PEH Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 61.128.

IM JAHR ZWEITAUSENDDREIZEHN, DEN ELFTEN APRIL

Vor der unterzeichneten Notarin Cosita DELVAUX, mit Amtswohnsitz in Redange-sur-Attert, Großherzogtum Luxemburg.

Sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital ("société d'investissement à capital variable") "PEH SICAV", mit Sitz in L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 61128, zu einer außerordentlichen Generalversammlung („Versammlung“) zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet unter der Bezeichnung PH CAPITAL MANAGEMENT SICAV gemäß Urkunde aufgenommen durch den damals zu Luxemburg amtierenden Notar Frank Baden, am 16. Oktober 1997, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 637 vom 14. November 1997.

Die Satzung wurde mehrmals abgeändert und zuletzt gemäß Urkunde aufgenommen durch den zu Luxemburg amtierenden Notar Carlo Wersandt, in Vertretung von Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz zu Luxemburg, am 29. Juli 2009, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1612 vom 21. August 2009.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Nicole HOFFMANN, geschäftsansässig in Luxemburg-Stadt, um 09.30 Uhr eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zur Sekretärin Frau Isabelle BRANGBOUR, geschäftsansässig in Luxemburg-Stadt.

Die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin der Versammlung Frau Lydie MOULARD, geschäftsansässig in Luxemburg-Stadt.

Die Vorsitzende gibt folgende Erklärungen ab und ersucht die Notarin dieselben zu beurkunden:

I.- Die Aktionäre, sowie deren bevollmächtigte Vertreter, sowie die Stückzahl der vertretenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste mit ihrer Unterschrift eingetragen; diese Anwesenheitsliste, welche durch die anwesenden Aktionäre sowie deren bevollmächtigte Vertreter und den Versammlungsvorstand gezeichnet wurde, bleibt gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigelegt um mit derselben ein registriert zu werden.

Die Vollmachten der vertretenen Aktionäre, welche durch die Erschienen „ne varietur“ paraphiert wurden, bleiben gegenwärtiger Urkunde ebenfalls beigelegt.

II.- Die gegenwärtige Versammlung wurde einberufen durch Einladung mit der hiernach angegebenen Tagesordnung:

- durch Rundschreiben vom 11. März 2013 an die im Namensregister eingetragenen Aktionäre, sowie
- in der Tageszeitung "Tageblatt" (Luxemburg) am 12. März 2013 und 27. März 2013,
- in „Der Standard „ (Österreich) am 12. März 2013 und 27. März 2013,
- im Mémorial, Recueil C, am 12. März 2013 und 27. März 2013,
- im elektronischen Bundesanzeiger (Deutschland) am 12. März 2013 und 27. März 2013, und
- in der "Börsenzeitung" (Deutschland) am 12. März 2013 und 27. März 2013.

III.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

1. Neufassung der Satzung gemäß den Anforderungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010
2. Verschiedenes

IV.- Eine erste rechtmäßig einberufene Versammlung fand am 05. März 2013 statt, gemäß Urkunde aufgenommen durch die amtierende Notarin, um über dieselbe Tagesordnung zu befinden, jedoch war diese nicht beschlussfähig

V.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass 1.205,288 Aktien anlässlich der gegenwärtigen Versammlung anwesend oder vertreten sind,

Diese zweite Versammlung kann über alle Punkte der Tagesordnung beraten und beschließen, welches auch immer das Präsenzquorum ist.

Nach Beratung nimmt die Versammlung einstimmig folgende Beschlüsse an:

Einziger Beschluss

Die Versammlung beschließt die Neufassung der Satzung gemäß den Anforderungen des Gesetzes vom 17. Dezember 2010, so dass diese von nun an wie folgt lautet:

Koordinierte Satzung vom 11. April 2013

I. Name, Sitz und Zweck der Investmentgesellschaft

Art. 1. Name. Zwischen den gegenwärtigen Aktionären und allen nachfolgenden Eigentümern zukünftig ausgegebener Aktien besteht eine Aktiengesellschaft in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital („Société d'investissement à capital variable" - „SICAV") mit mehreren Teilfonds unter dem Namen PEH SICAV. Die Investmentgesellschaft ist eine Umbrella-Konstruktion, die mehrere Teilfonds umfassen kann.

Art. 2. Sitz. Gesellschaftssitz ist in Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft („Verwaltungsrat") kann der Gesellschaftssitz an einen anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden und können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg sowie im Ausland gegründet oder eröffnet werden.

Aufgrund eines bestehenden oder unmittelbar drohenden politischen, militärischen oder anderen Notfalls von höherer Gewalt außerhalb der Kontrolle, Verantwortlichkeit und Einflussmöglichkeit der Investmentgesellschaft, der die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen dem Gesellschaftssitz und dem Ausland beeinträchtigt, kann der Verwaltungsrat durch einen einfachen Beschluss den Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur Wiederherstellung von normalen Verhältnissen ins Ausland verlegen. In diesem Falle wird die Investmentgesellschaft die luxemburgische Nationalität jedoch beibehalten.

Art. 3. Zweck.

1. Ausschließlicher Zweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage in Wertpapieren und/oder sonstigen zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung gemäß Teil I des Gesetzes vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen („Gesetz vom 17. Dezember 2010") mit dem Ziel einen Mehrwert zugunsten der Aktionäre durch Festlegung einer bestimmten Anlagepolitik zu erwirtschaften.

2. Die Investmentgesellschaft kann unter Berücksichtigung der im Gesetz vom 17. Dezember 2010 und im Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen) („Gesetz vom 10. August 1915") festgelegten Bestimmungen, alle Maßnahmen treffen, die ihrem Zweck dienen oder nützlich sind.

II. Dauer, Verschmelzung und Liquidation der Investmentgesellschaft

Art. 4. Dauer der Investmentgesellschaft. Die Investmentgesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 5. Verschmelzung der Investmentgesellschaft mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren („OGAW"). Der Verwaltungsrat kann nach vorheriger Zustimmung der CSSF gemäß den im Gesetz vom 17. Dezember 2010 benannten Bedingungen und Verfahren beschließen, die Investmentgesellschaft mit einem anderen OGAW zu verschmelzen, wobei dieser andere OGAW sowohl in Luxemburg als auch in einem anderen Mitgliedstaat niedergelassen sein kann.

Unbeschadet des Vorstehenden muss im Falle einer Verschmelzung der Investmentgesellschaft in einen anderen OGAW (wobei demnach im Anschluss an die Verschmelzung die Investmentgesellschaft nicht mehr existiert) das Datum des Inkrafttretens der Verschmelzung von der Generalversammlung beschlossen werden. Der entsprechende Beschluss der Generalversammlung kann ohne Anwesenheitsquorum und mit einfacher Mehrheit getroffen werden.

Der Verschmelzungsbeschluss wird in einer von der Investmentgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile der Investmentgesellschaft vertrieben werden, veröffentlicht.

Die betroffenen Aktionäre haben stets während 30 Tagen das Recht, ohne Kosten, die Rücknahme ihrer Aktien zum Nettoinventarwert oder, sofern im Einzelfall einschlägig, den Umtausch ihrer Aktien in Aktien eines anderen OGAWs mit ähnlicher Anlagepolitik, der von derselben Verwaltungsgesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet wird, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Kontrolle oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, zu verlangen. Die Aktien der Aktionäre, welche die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Aktien nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage der Nettoinventarwerte an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Aktien des übernehmenden OGAW ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Aktionäre einen Spitzenausgleich.

Eine Verschmelzung der Investmentgesellschaft mit einem Luxemburger oder ausländischen Organismus für gemeinsame Anlagen („OGA“), der kein OGAW ist, ist nicht möglich.

Hat die Investmentgesellschaft eine Verwaltungsgesellschaft benannt, so können Rechts-, Beratungs- oder Verwaltungskosten, die mit der Vorbereitung und der Durchführung einer Verschmelzung verbundenen sind, nicht der Investmentgesellschaft oder dessen Aktionären angelastet werden.

Unter den vorstehend genannten Bedingungen kann eine Verschmelzung der Investmentgesellschaft mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren OGAW ebenfalls von der Generalversammlung beschlossen werden. Der entsprechende Beschluss der Generalversammlung kann ohne Anwesenheitsquorum und mit einfacher Mehrheit getroffen werden.

Art. 6. Liquidation der Investmentgesellschaft.

1. Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung liquidiert werden. Der Beschluss ist unter Einhaltung der für Satzungsänderungen vorgeschriebenen Bestimmungen zu fassen, es sei denn diese Satzung, das Gesetz vom 10. August 1915 oder das Gesetz vom 17. Dezember 2010 verzichten auf die Einhaltung dieser Bestimmungen.

Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird mit einer einfachen Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenden Aktien beschlossen.

Sinkt das Vermögen der Investmentgesellschaft unter ein Viertel des Mindestkapitals, muss der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft eine Generalversammlung einberufen und dieser die Frage nach der Liquidation der Investmentgesellschaft unterbreiten. Die Liquidation wird beschlossen, wenn sie von 25% der in der Generalversammlung abgegebenen Stimmen gebilligt worden ist.

Die Einberufungen zu den vorgenannten Generalversammlungen erfolgen jeweils innerhalb von 40 Tagen nach Feststellung des Umstandes, dass das Vermögen der Investmentgesellschaft unter zwei Drittel bzw. unter ein Viertel des Mindestkapitals gesunken ist.

Der Beschluss der Generalversammlung zur Liquidation der Investmentgesellschaft wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen veröffentlicht.

2. Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Investmentgesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

3. Nettoliquidationserlöse, die zum Abschluss des Liquidationsverfahrens nicht an die Aktionäre ausgekehrt werden können, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

III. Teilfonds und Zielteilfonds, Dauer, Verschmelzung und Liquidation eines oder mehrerer Teilfonds

Art. 7. Teilfonds und Zielteilfonds.

1. Die Investmentgesellschaft besteht aus einem oder mehreren Teilfonds. Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, weitere Teilfonds aufzulegen. In diesem Fall wird der Verkaufsprospekt entsprechend angepasst.

2. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Aktionäre untereinander als eigenständiges Vermögen. Die Rechte und Pflichten der Aktionäre eines Teilfonds sind von denen der Aktionäre der anderen Teilfonds getrennt. Gegenüber Dritten haften die Vermögenswerte der einzelnen Teilfonds lediglich für Verbindlichkeiten, die von den betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

3. Jeder Teilfonds kann Aktien eines oder mehrerer anderer Teilfonds der Investmentgesellschaft („Zielteilfonds“) unter der Bedingung zeichnen, erwerben und/oder halten, dass:

- die Zielteilfonds ihrerseits nicht in den betroffenen Teilfonds anlegen; und
- die Zielfonds, deren Anteile erworben werden, dürfen nach ihren Vertragsbedingungen oder Gründungsunterlagen insgesamt höchstens 10% ihres Vermögens in Anteilen anderer OGA anlegen; und der Anteil der Vermögenswerte, den die Zielteilfonds ihrerseits in Aktien oder Anteilen anderer OGA anlegen können, insgesamt nicht 10% übersteigt; und
- die Stimmrechte, die gegebenenfalls mit den jeweiligen Aktien zusammenhängen, so lange ausgesetzt werden, wie die Zielteilfondsanteile gehalten werden, unbeschadet einer ordnungsgemäßen Abwicklung der Buchführung und den regelmäßigen Berichten; und
- der Wert dieser Aktien nicht in die Berechnung des Nettovermögens der Investmentgesellschaft insgesamt einbezogen wird, solange diese Aktien von dem Teilfonds gehalten werden, sofern die Überprüfung des durch das Gesetz vom 17. Dezember 2010 vorgesehenen Mindestnettovermögens der Investmentgesellschaft betroffen ist; und
- keine doppelte Erhebung von Verwaltungs-/ Zeichnungs- oder Rücknahmegebühren auf Ebene des Teilfonds und auf Ebene des Zielteilfonds stattfindet.

Insofern unterliegt die Investmentgesellschaft nicht den Vorschriften des geänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften betreffend die Zeichnung, den Erwerb und / oder das Halten eigener Aktien durch eine Gesellschaft.

Art. 8. Dauer der einzelnen Teilfonds. Die Teilfonds können auf bestimmte oder unbestimmte Dauer errichtet werden. Die Dauer eines Teilfonds ergibt sich aus dem Verkaufsprospekt.

Art. 9. Liquidation eines oder mehrerer Teilfonds.

1. Die Auflösung und Liquidation eines Teilfonds erfolgt automatisch nach Ablauf seiner Laufzeit, sofern einschlägig.
2. Ein Teilfonds der Investmentgesellschaft kann darüber hinaus durch Beschluss des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft liquidiert werden. Jeder Teilfonds kann einzeln liquidiert werden, ohne dass dies die Liquidation eines anderen Teilfonds zur Folge hat. Nur die Liquidation des letzten verbleibenden Teilfonds führt automatisch auch zur Liquidation der Investmentgesellschaft. In diesem Fall ist die Ausgabe von Aktien ab Beschluss der Liquidation untersagt, es sei denn, diese Ausgabe wäre zum Zwecke der Liquidation erforderlich.
3. Die Liquidation kann insbesondere in folgenden Fällen beschlossen werden:
 - sofern das Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten.
 - sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Teilfonds zu verwalten.

Der Liquidationsbeschluss des Verwaltungsrates ist im Einklang mit den Bestimmungen für die Veröffentlichung der Mitteilungen an die Aktionäre und in Form einer solchen zu veröffentlichen. Der Liquidationsbeschluss bedarf der vorherigen Genehmigung durch die CSSF.

Vorbehaltlich eines gegenteiligen Beschlusses des Verwaltungsrates wird die Investmentgesellschaft mit dem Datum der Beschlussfassung über die Liquidation bis zur Durchführung des Liquidationsbeschlusses keine Aktien der Investmentgesellschaft mehr ausgeben, zurücknehmen oder umtauschen.

4. Nettoliquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Aktionären geltend gemacht wurden, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Aktionäre bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

Art. 10. Verschmelzung eines oder mehrerer Teilfonds. Der Verwaltungsrat kann nach vorheriger Zustimmung der CSSF gemäß den im Gesetz vom 17. Dezember 2010 benannten Bedingungen und Verfahren beschließen, zwei oder mehrere Teilfonds der Investmentgesellschaft miteinander oder einen Teilfonds der Investmentgesellschaft mit einem Teilfonds eines anderen OGAWs zu verschmelzen, wobei dieser andere OGAW sowohl in Luxemburg als auch in einem anderen Mitgliedstaat niedergelassen sein kann.

Der Verschmelzungsbeschluss wird in einer von der Investmentgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile der Investmentgesellschaft bzw. des oder der Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht.

Die betroffenen Aktionäre haben stets während 30 Tagen das Recht, ohne Kosten, die Rücknahme ihrer Aktien zum Nettoinventarwert oder, sofern im Einzelfall einschlägig, den Umtausch ihrer Aktien in Aktien eines anderen Teilfonds mit ähnlicher Anlagepolitik zu verlangen. Die Aktien der Aktionäre, welche die Rücknahme oder den Umtausch ihrer Aktien nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage der Nettoinventarwerte an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Aktien des übernehmenden OGAW bzw. Teilfonds desselben ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Aktionäre einen Spitzenausgleich.

Eine Verschmelzung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft mit einem Teilfonds dieses Luxemburger oder ausländischen OGA, der kein OGAW ist, ist nicht möglich.

Hat die Investmentgesellschaft eine Verwaltungsgesellschaft benannt, so können Rechts-, Beratungs- oder Verwaltungskosten, die mit der Vorbereitung und der Durchführung einer Verschmelzung verbundenen sind, nicht der Investmentgesellschaft bzw. dem betroffenen Teilfonds oder dessen Aktionären angelastet werden.

Unter den vorstehend genannten Bedingungen kann eine Verschmelzung von zwei oder mehreren Teilfonds der Investmentgesellschaft miteinander oder eines Teilfonds der Investmentgesellschaft mit einem anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren ("OGAW") bzw. einem Teilfonds eines anderen OGAW ebenfalls von der Generalversammlung beschlossen werden. Der entsprechende Beschluss der Generalversammlung kann ohne Anwesenheitsquorum und mit einfacher Mehrheit getroffen werden.

IV. Gesellschaftskapital und Aktien

Art. 11. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital der Investmentgesellschaft entspricht zu jedem Zeitpunkt der Summe der Netto-Teilfondsvermögen aller Teilfonds („Nettovermögen“) der Investmentgesellschaft gemäß Artikel 13 Nr. 4 dieser Satzung und wird durch voll einbezahlte Aktien ohne Nennwert repräsentiert.

Das Anfangskapital der Investmentgesellschaft betrug bei Gründung 511.291,88 Euro dem zehntausend (10.000) Aktien ohne Nennwert gegenüberstanden.

Das Mindestkapital der Investmentgesellschaft entspricht gemäß Luxemburger Gesetz dem Gegenwert von 1.250.000 Mio. Euro (einer Million zweihundertfünzigtausend Euro) und muss innerhalb eines Zeitraumes von sechs Monaten nach Zulassung der Investmentgesellschaft durch die CSSF erreicht werden. Hierfür ist auf das Nettovermögen der Investmentgesellschaft abzustellen.

Art. 12. Aktien.

1. Aktien der Investmentgesellschaft sind Aktien an dem jeweiligen Teilfonds und lauten auf den Inhaber. Sie werden mittels Eintragung in ein Aktienregister der Investmentgesellschaft in der Form von Aktienbestätigungen zur Verfügung gestellt. Die Aktien können auch in Globalzertifikaten verbrieft werden; ein Anspruch auf die Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht. Alle Aktien sind nennwertlos; sie sind voll eingezahlt, frei übertragbar und besitzen kein Vorzugs- oder Vorkaufsrecht.

Die Arten der Aktien werden für den jeweiligen Teilfonds im Verkaufsprospekt angegeben.

2. Sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft an die Aktionäre können an die Anschrift gesandt werden, die in das Aktienregister eingetragen wurde. Falls ein Aktionär eine solche Anschrift nicht mitteilt, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass eine entsprechende Notiz in das Aktienregister eingetragen wird. In diesem Falle wird der Aktionär solange behandelt als befände sich seine Anschrift am Sitz der Investmentgesellschaft bis der Aktionär der Investmentgesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Der Aktionär kann zu jeder Zeit seine in dem Aktienregister eingetragene Anschrift, durch schriftliche Mitteilung an die Register- und Transferstelle an deren Gesellschaftssitz oder an eine vom Verwaltungsrat bestimmte Anschrift korrigieren.

3. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, jederzeit eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien auszugeben ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

4. Alle Aktien an einem Teilfonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte, es sei denn der Verwaltungsrat beschließt, gemäß der nachfolgenden Ziffer dieses Artikels, innerhalb eines Teilfonds verschiedene Aktienklassen auszugeben.

5. Der Verwaltungsrat kann beschließen, innerhalb eines Teilfonds zwei oder mehrere Aktienklassen vorzusehen. Die Aktienklassen können sich in ihren Merkmalen und Rechten nach der Art der Verwendung ihrer Erträge, nach der Gebührenstruktur oder anderen spezifischen Merkmalen und Rechten unterscheiden. Alle Aktien sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Aktienklasse beteiligt. Sofern für die jeweiligen Teilfonds Aktienklassen gebildet werden, findet dies unter Angabe der spezifischen Merkmale oder Rechte im Verkaufsprospekt Erwähnung.

Art. 13. Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.

1. Das Nettovermögen der Investmentgesellschaft lautet auf Euro (EUR) („Referenzwährung“).

2. Der Wert einer Aktie („Nettoinventarwert pro Aktie“) lautet auf die im Verkaufsprospekt angegebene Währung („Teilfondswährung“).

3. Der Nettoinventarwert pro Aktie wird von der Investmentgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter der Verantwortung des Verwaltungsrates der Investmentgesellschaft in dem vom Verwaltungsrat bestimmten und im Verkaufsprospekt festgesetzten Rhythmus („Bewertungstag“) berechnet. Der Verwaltungsrat kann für einzelne Teilfonds eine abweichende Regelung treffen, wobei zu berücksichtigen ist, dass der Nettoinventarwert pro Aktie mindestens zweimal im Monat zu berechnen ist.

4. Zur Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie wird der Wert der zu dem jeweiligen Teilfonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds („Netto-Teilfondsvermögen“) am Bewertungstag ermittelt und durch die Anzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds geteilt.

5. Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen dieser Satzung Auskunft über die Situation des Vermögens der Investmentgesellschaft gegeben werden muss, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Referenzwährung umgerechnet. Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere, die an einer Wertpapierbörse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Soweit Wertpapiere an mehreren Börsen notiert sind, ist der zuletzt verfügbare Kurs jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

b) Wertpapiere, die nicht an einer Wertpapierbörse notiert sind, die aber an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Investmentgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

c) Die flüssigen Mittel werden zu ihrem Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet. Festgelder mit einer Ursprungslaufzeit von mehr als 60 Tagen können mit dem jeweiligen Renditekurs bewertet werden, vorausgesetzt, ein entsprechender Vertrag zwischen dem Kredit- oder Finanzinstitut, welches die Festgelder verwahrt, und der Investmentgesellschaft sieht vor, dass diese Festgelder zu jeder Zeit kündbar sind und dass im Falle einer Kündigung ihr Realisierungswert diesem Renditekurs entspricht.

d) Anteile an OGAWs, OGAs und sonstigen Investmentfonds bzw. Sondervermögen werden zum letzten festgestellten verfügbaren Nettoinventarwert bewertet, der von der jeweiligen Verwaltungsgesellschaft, dem Anlagevehikel selbst oder

einer vertraglich bestellten Stelle veröffentlicht wurde. Sollte ein Anlagevehikel zusätzlich an einer Börse notiert sein, kann die Investmentgesellschaft auch den letzten verfügbaren bezahlten Börsenkurs des Hauptmarktes heranziehen.

e) Exchange Traded Funds (ETFs) werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs des Hauptmarktes bewertet. Die Investmentgesellschaft kann auch den letzten verfügbaren von der jeweiligen Verwaltungsgesellschaft, dem Anlagevehikel selbst oder einer vertraglich bestellten Stelle veröffentlichten Kurs, heranziehen.

Falls für die unter Buchstaben a. bis e. genannten Wertpapiere bzw. Anlageinstrumente keine Kurse festgelegt werden oder die Kurse nicht marktgerecht bzw. unsachgerecht sind, werden diese Wertpapiere bzw. Anlageinstrumente ebenso wie alle anderen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Investmentgesellschaft nach Treu und Glauben festlegt.

f) Alle nicht auf die jeweilige Teilfondswährung lautenden Vermögenswerte werden zum letzten Devisenkurs in diese Teilfondswährung umgerechnet.

6. Sofern für einen Teilfonds mehrere Aktienklassen ausgegeben werden, wird die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie wie folgt durchgeführt:

a) Die Anteilwertberechnung erfolgt nach den unter Ziffer 1 bis 5 dieses Artikels aufgeführten Kriterien für jede Aktienklasse separat.

b) Der Mittelzufluss aufgrund der Ausgabe von Aktien erhöht den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am gesamten Wert des Netto-Teilfondsvermögens. Der Mittelabfluss aufgrund der Rücknahme von Aktien vermindert den prozentualen Anteil der jeweiligen Aktienklasse am gesamten Wert des Netto-Teilfondsvermögens.

c) Im Falle einer Ausschüttung vermindert sich der Aktienwert der ausschüttungsberechtigten Aktien um den Betrag der Ausschüttung. Damit vermindert sich zugleich der prozentuale Anteil der ausschüttungsberechtigten Aktien am gesamten Wert des Netto-Teilfondsvermögens, während sich der prozentuale Anteil der nicht-ausschüttungsberechtigten Anteile am gesamten Netto-Teilfondsvermögen erhöht.

7. Für einen Teilfonds kann ein Ertragsausgleich durchgeführt werden.

Art. 14. Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie.

1. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt bzw. eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Investmentgesellschaft über Teilfondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie ordnungsgemäß durchzuführen;

c) wenn auf Ebene eines Master-OGAWs, ob auf eigene Initiative oder auf Nachfrage der zuständigen Aufsichtsbehörde, die Ausgabe und Rücknahme seiner Aktien ausgesetzt wurde, so kann auf Ebene des als Feeder aufgesetzten Teilfonds die Berechnung des Nettoinventarwertes während eines Zeitraumes der dem Zeitraum des Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes auf Ebene des Master-OGAW entspricht, ausgesetzt werden.

Die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie innerhalb eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Teilfonds, die von dem betreffenden Ereignis nicht berührt sind.

2. Während die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt ist, wird auch die Ausgabe von Aktien zeitweilig eingestellt.

3. Aktionäre, welche einen Rücknahmeauftrag bzw. einen Umtauschantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt. Während die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie eingestellt ist, werden Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge nicht ausgeführt.

4. Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge können im Falle einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie vom Aktionär bis zum Zeitpunkt der Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie widerrufen werden.

Art. 15. Ausgabe von Aktien.

1. Die Ausgabe von Aktien erfolgt zum Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 13 dieser Satzung, gegebenenfalls zuzüglich eines Ausgabeaufschlages („Ausgabepreis“), gemäß den im Verkaufsprospekt festgelegten Bedingungen.

Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

2. Der Ausgabepreis ist innerhalb einer im Verkaufsprospekt festgelegten Frist nach dem entsprechenden Bewertungstag zahlbar.

Die Investmentgesellschaft ist ermächtigt, neue Aktien auszugeben. Sie kann die Zeichnung von Aktien Bedingungen unterwerfen sowie Zeichnungsfristen und Mindestzeichnungsbeträge festlegen. Entsprechende Regelungen finden sich im

Verkaufsprospekt. Die Investmentgesellschaft kann für einen Teilfonds jederzeit nach eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Aktien zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Aktionäre, zum Schutz der Investmentgesellschaft, zum Schutz des jeweiligen Teilfonds, im Interesse der Anlagepolitik oder im Fall der Gefährdung der spezifischen Anlageziele eines Teilfonds erforderlich erscheint.

Die Investmentgesellschaft kann für einzelne Teilfonds den regelmäßigen Kauf von Aktien im Rahmen von Sparplänen zum systematischen Vermögensaufbau anbieten. Im Falle von Sparplänen wird maximal bis zu ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet.

3. Die Investmentgesellschaft kann auf Initiative des Aktionärs abweichend des vorstehenden Abschnitts, im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, vorausgesetzt, dass diese Wertpapiere in den Rahmen der Anlagepolitik sowie der Anlagebeschränkungen des betreffenden Teilfonds passen. Im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren muss der Wirtschaftsprüfer der Investmentgesellschaft ein Gutachten zur Bewertung der einzubringenden Wertpapiere erstellen. Die Kosten einer in der vorbeschriebenen Weise durchgeführten Ausgabe von Aktien trägt der Zeichner, der diese Vorgehensweise verlangt.

4. Die Aktien werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt.

5. Die Depotbank wird auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zinslos zurückzahlen.

6. Die Investmentgesellschaft erlaubt keine „Market Timing“ und „Late Trading“ Praktiken, d.h. z.B. das illegale Ausnutzen von Preisdifferenzen in unterschiedlichen Zeitzonen.

Sollte ein Verdacht hinsichtlich dieser Praktiken bestehen, wird die Investmentgesellschaft die notwendigen Maßnahmen ergreifen, um die Anleger vor nachteiligen Auswirkungen zu schützen. Demzufolge erfolgen Ausgaben von Aktien eines jeden Teilfonds grundsätzlich nur zu unbekannten Nettoinventarwerten.

Art. 16. Einschränkung des Aktienbesitzes. Der Verwaltungsrat kann den Besitz von Aktien einschränken, sodass keine Aktien von Personen erworben oder gehalten werden,

1. welche die Gesetze oder Vorschriften eines Landes und/oder behördliche Verfügungen verletzen oder gemäß den Bestimmungen des Verkaufsprospekts vom Aktienbesitz ausgeschlossen sind;

2. deren Aktienbesitz nach Auffassung und/oder Wissen des Verwaltungsrats dazu führt, dass die Investmentgesellschaft Steuerverbindlichkeiten bzw. andere finanzielle Nachteile erleiden könnte.

Art. 17. Rücknahme und Umtausch von Aktien.

1. Die Aktionäre eines Teilfonds sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Aktien zu verlangen. Ein entsprechender Rücknahmeantrag kann, unter Beachtung weiterer im Verkaufsprospekt festgelegter Bedingungen über eine der Vertriebs- oder Zahlstellen, die Depotbank, die Investmentgesellschaft oder die Verwaltungsgesellschaft eingereicht werden. Die Rücknahme der Aktien erfolgt zum Nettoinventarwert pro Aktie gemäß Artikel 13 dieser Satzung, gegebenenfalls abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages („Rücknahmepreis“) gemäß den im Verkaufsprospekt festgelegten Bedingungen.

Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb einer im Verkaufsprospekt festgelegten Frist nach dem entsprechenden Bewertungstag in der Teilfondswährung gegen Rückgabe der Aktien.

2. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt, umfangreiche Rücknahmen von mehr als 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens, die nicht aus den flüssigen Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen des betroffenen Teilfonds befriedigt werden können, erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte dieses Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden. Anleger, die ihre Aktien zur Rücknahme angeboten haben, werden von einer Aussetzung der Rücknahme sowie von der Wiederaufnahme der Rücknahme unverzüglich in geeigneter Weise in Kenntnis gesetzt.

3. Der Umtausch von Aktien erfolgt auf der Grundlage des Nettoinventarwertes der betreffenden Aktienklassen beziehungsweise der betreffenden Teilfonds gemäß den im Verkaufsprospekt festgelegten Bedingungen. Dabei kann eine Umtauschprovision erhoben werden; eine Nachzahlung der etwaigen Differenz zwischen den Ausgabeaufschlägen auf die Nettoinventarwerte der betreffenden Teilfonds bleibt hiervon unberührt.

4. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere, von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

5. Die Investmentgesellschaft kann für jeden Teilfonds Aktien einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Aktionäre oder zum Schutz der Investmentgesellschaft oder des jeweiligen Teilfonds erforderlich erscheint.

6. Die Investmentgesellschaft erlaubt keine „Market Timing“ und „Late Trading“ Praktiken, d.h. z.B. das illegale Ausnutzen von Preisdifferenzen in unterschiedlichen Zeitzonen. Sollte ein Verdacht hinsichtlich dieser Praktiken bestehen, wird die Investmentgesellschaft die notwendigen Maßnahmen ergreifen, um die Anleger vor nachteiligen Auswirkungen

zu schützen. Demzufolge erfolgen Rücknahmen und Umtausche von Aktien eines jeden Teilfonds grundsätzlich nur zu unbekannten Nettoinventarwerten.

V. Generalversammlung

Art. 18. Rechte der Generalversammlung. Die ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Investmentgesellschaft. Sie hat die weitesten Befugnisse um alle Handlungen der Investmentgesellschaft anzuordnen oder zu bestätigen. Ihre Beschlüsse sind bindend für alle Aktionäre, sofern diese Beschlüsse in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz und dieser Satzung stehen, insbesondere sofern sie nicht in die Rechte der getrennten Versammlungen der Aktionäre einer bestimmten Aktienklasse oder eines bestimmten Teilfonds eingreifen.

Art. 19. Einberufung.

1. Die jährliche Generalversammlung wird gemäß dem Luxemburger Gesetz in Luxemburg, am Gesellschaftssitz am dritten Mittwoch im November eines jeden Jahres um 11:00 Uhr abgehalten. Falls dieser Tag ein Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am ersten nachfolgenden Bankarbeitstag abgehalten. Die jährliche Generalversammlung kann an einem anderen Ort als dem Gesellschaftssitz und auch im Ausland abgehalten werden, wenn der Verwaltungsrat nach seinem Ermessen feststellt, dass außergewöhnliche Umstände dies erfordern. Eine derartige Entscheidung des Verwaltungsrates ist unanfechtbar.

2. Die Aktionäre kommen außerdem aufgrund einer den gesetzlichen Bestimmungen entsprechenden Einberufung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Zehntel des Vermögens der Investmentgesellschaft repräsentieren, zusammentreten. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in denen die Generalversammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt; in solchen Fällen kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

3. Außerordentliche Generalversammlungen können zu der Zeit und an dem Orte abgehalten werden, wie es in der Einberufung zur jeweiligen außerordentlichen Generalversammlung angegeben ist.

4. Die oben unter 2. und 3. aufgeführten Regeln gelten entsprechend für getrennte Generalversammlungen einer oder mehrerer Teilfonds oder Aktienklassen.

Art. 20. Beschlussfähigkeit und Abstimmung. Der Ablauf der Generalversammlungen bzw. der getrennten Generalversammlungen einer oder mehrerer Teilfonds oder Aktienklasse(n) muss, soweit es die vorliegende Satzung nicht anders bestimmt, den gesetzlichen Bestimmungen entsprechen.

Grundsätzlich ist jeder Aktionär an den Generalversammlungen teilnahmeberechtigt. Jeder Aktionär kann sich vertreten lassen, indem er eine andere Person schriftlich als seinen Bevollmächtigten bestimmt.

An für einzelne Teilfonds oder Aktienklassen stattfindenden Generalversammlungen, die ausschließlich die jeweiligen Teilfonds oder Aktienklassen betreffende Beschlüsse fassen können, dürfen nur diejenigen Aktionäre teilnehmen, die Aktien der entsprechenden Teilfonds oder Aktienklassen halten.

Die Vollmachten, deren Form vom Verwaltungsrat festgelegt werden kann, müssen mindestens fünf Tage vor der Generalversammlung am Gesellschaftssitz hinterlegt werden.

Alle anwesenden Aktionäre und Bevollmächtigte müssen sich vor Eintritt in die Generalversammlungen in die vom Verwaltungsrat aufgestellte Anwesenheitsliste einschreiben.

Die Generalversammlung entscheidet über alle im Gesetz vom 10. August 1915 sowie im Gesetz vom 17. Dezember 2010, vorgesehenen Angelegenheiten, und zwar in den Formen, mit dem Quorum und den Mehrheiten, die von den vorgenannten Gesetzen vorgesehen sind. Sofern die vorgenannten Gesetze oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden und abstimmenden Aktionäre gefasst.

Jede Aktie gibt das Recht auf eine Stimme. Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt.

Bei Fragen, welche die Investmentgesellschaft als Ganzes betreffen, stimmen die Aktionäre gemeinsam ab. Eine getrennte Abstimmung erfolgt jedoch bei Fragen, die nur einen oder mehrere Teilfonds oder eine oder mehrere Aktienklasse(n) betreffen.

Art. 21. Vorsitzender, Stimmzähler, Sekretär.

1. Die Generalversammlung tritt unter dem Vorsitz des Vorsitzenden oder eines Mitglieds des Verwaltungsrates oder, im Falle seiner Abwesenheit, unter dem Vorsitz eines von der Generalversammlung gewählten Vorsitzenden zusammen.

2. Der Vorsitzende bestimmt einen Sekretär, der nicht notwendigerweise Aktionär sein muss, und die Generalversammlung ernennt einen Stimmzähler, der ebenso nicht notwendigerweise Aktionär sein muss.

3. Die Protokolle der Generalversammlung werden von dem Vorsitzenden, dem Stimmzähler und dem Sekretär der jeweiligen Generalversammlung und den Aktionären, die dies verlangen, unterschrieben.

4. Abschriften und Auszüge, die von der Investmentgesellschaft zu erstellen sind, werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

VI. Verwaltungsrat

Art. 22. Zusammensetzung.

1. Der Verwaltungsrat besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die von der Generalversammlung bestimmt werden und die nicht Aktionäre der Investmentgesellschaft sein müssen.

Die Generalversammlung kann ein neues Mitglied, das dem Verwaltungsrat bislang nicht angehört hat, nur dann zum Verwaltungsratsmitglied wählen, wenn

- a) diese betreffende Person vom Verwaltungsrat zur Wahl vorgeschlagen wird oder
- b) ein Aktionär, der bei der anstehenden Generalversammlung, die den Verwaltungsrat bestimmt, voll stimmberechtigt ist, dem Vorsitzenden - oder wenn dies unmöglich sein sollte, einem anderen Verwaltungsratsmitglied - schriftlich nicht weniger als sechs und nicht mehr als dreißig Tage vor dem für die Generalversammlung vorgesehenen Datum seine Absicht unterbreitet, eine andere Person als seiner selbst zur Wahl oder zur Wiederwahl vorzuschlagen, zusammen mit einer schriftlichen Bestätigung dieser Person, sich zur Wahl stellen zu wollen, wobei jedoch der Vorsitzende der Generalversammlung unter der Voraussetzung einstimmiger Zustimmung aller anwesenden Aktionäre den Verzicht auf die oben aufgeführten Erklärungen beschließen kann und die solcherweise nominierte Person zur Wahl vorschlagen kann. Die Generalversammlung bestimmt die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Dauer ihrer Mandate. Eine Mandatsperiode darf die Dauer von sechs Jahren nicht überschreiten. Ein Verwaltungsratsmitglied kann wiedergewählt werden.

2. Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die verbleibenden von der Generalversammlung ernannten Mitglieder des Verwaltungsrates bis zur nächstfolgenden Generalversammlung einen vorläufigen Nachfolger bestimmen. Der so bestimmte Nachfolger führt die Amtszeit seines Vorgängers zu Ende.

3. Die Verwaltungsratsmitglieder können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

Art. 23. Befugnisse. Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, alle Geschäfte zu tätigen und alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten der Investmentgesellschaft, soweit sie nicht nach dem Gesetz vom 10. August 1915 oder nach dieser Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat kann darüber hinaus über die Ausschüttung von Interimsdividenden entscheiden.

Art. 24. Festlegung der Anlagepolitik. Der Verwaltungsrat ist befugt die allgemeine sowie die teilfondsspezifische Anlagepolitik nach dem Grundsatz der Risikostreuung, unter Beachtung gesetzlicher Anlagebeschränkungen, insbesondere gemäß dem Gesetz vom 17. Dezember 2010, sowie unter Beachtung von Verordnungen sowie Verwaltungsratsbeschlüssen, zu bestimmen. Darüber hinaus wird der Verwaltungsrat gesetzliche Beschränkungen und Anforderungen von den Aufsichtsbehörden jener Länder beachten, in denen Aktien der Investmentgesellschaft zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Ziel der Anlagepolitik der einzelnen Teilfonds ist das Erreichen einer angemessenen Wertentwicklung in der jeweiligen Teilfondswährung. Die allgemeine sowie die teilfondsspezifische Anlagepolitik werden im Verkaufsprospekt beschrieben.

Das jeweilige Teilfondsvermögen wird nach den im Verkaufsprospekt beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen und innerhalb der Anlagebeschränkungen angelegt.

Art. 25. Interne Organisation des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden.

Der Verwaltungsratsvorsitzende steht den Sitzungen des Verwaltungsrates vor; in seiner Abwesenheit bestimmt der Verwaltungsrat ein anderes Verwaltungsratsmitglied als Sitzungsvorsitzenden.

Der Vorsitzende kann einen Sekretär ernennen, der nicht notwendigerweise Mitglied des Verwaltungsrates zu sein braucht und der die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates und der Generalversammlung zu erstellen hat.

Art. 26. Verwaltungsgesellschaft. Der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft kann unter eigener Verantwortung eine Verwaltungsgesellschaft mit der Anlageverwaltung, der Administration sowie dem Vertrieb der Aktien der Investmentgesellschaft betrauen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist für die Verwaltung und Geschäftsführung der Investmentgesellschaft verantwortlich. Sie darf für Rechnung der Investmentgesellschaft alle Geschäftsführungs- und Verwaltungsmaßnahmen und alle unmittelbar oder mittelbar mit dem Vermögen der Investmentgesellschaft bzw. dem Teilfondsvermögen verbundenen Rechte ausüben, insbesondere ihre Aufgaben an qualifizierte Dritte ganz oder teilweise, übertragen.

Die Verwaltungsgesellschaft darf die Aufgaben des Portfoliomanagements auf einen Dritten auslagern, wobei dieser für die Zwecke der Vermögensverwaltung zugelassen und einer behördlichen Aufsicht unterliegen muss.

Die Verwaltungsgesellschaft erfüllt ihre Verpflichtungen mit der Sorgfalt eines bezahlten Bevollmächtigten.

Die Verwaltungsgesellschaft kann im Zusammenhang mit der Verwaltung der Aktiva des jeweiligen Teilfonds unter eigener Verantwortung und Kontrolle einen Anlageberater oder Investmentmanager hinzuziehen.

Die Anlageentscheidung, die Ordererteilung und die Auswahl der Broker sind ausschließlich der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, sofern diese keinen Investmentmanager mit dem Fondsmanagement betraut hat.

Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, unter Wahrung ihrer eigenen Verantwortung und Kontrolle einen Dritten zur Ordererteilung zu bevollmächtigen.

Die Übertragung der Aufgaben darf die Wirksamkeit der Beaufsichtigung durch die Verwaltungsgesellschaft in keiner Weise beeinträchtigen. Insbesondere darf die Verwaltungsgesellschaft durch die Übertragung der Aufgaben nicht daran gehindert werden, im Interesse der Aktionäre zu handeln und dafür zu sorgen, dass die Investmentgesellschaft im besten Interesse der Aktionäre verwaltet wird.

Art. 27. Sitzungen des Verwaltungsrates. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates teilnehmen, auch indem es schriftlich, mittels Brief oder Telefax ein anderes Verwaltungsratsmitglied als seinen Bevollmächtigten ernennt.

Darüber hinaus kann jedes Verwaltungsratsmitglied an einer Sitzung des Verwaltungsrates im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung des Verwaltungsrates einander hören können, teilnehmen, und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung des Verwaltungsrates gleich.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Sitzung des Verwaltungsrates zugegen oder vertreten ist. Die Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden bzw. vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Sitzungsvorsitzenden ausschlaggebend.

Die Verwaltungsratsmitglieder können, mit Ausnahme von im Umlaufverfahren gefassten Beschlüssen, wie nachfolgend beschrieben, nur im Rahmen von Sitzungen, die im Sinne von Artikel 29 dieser Satzung ordnungsgemäß einberufen worden sind, Beschlüsse fassen.

Die Verwaltungsratsmitglieder können einstimmig Beschlüsse im Umlaufverfahren fassen. In diesem Falle sind die von allen Verwaltungsratsmitgliedern unterschriebenen Beschlüsse gleichermaßen gültig und vollzugsfähig wie solche, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung des Verwaltungsrates gefasst wurden. Diese Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Kopien desselben Dokumentes gemacht werden und können mittels Brief, Telefax oder mit Hilfe eines elektronischen Mediums eingeholt werden.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse und Pflichten der täglichen Verwaltung an juristische oder natürliche Personen, die nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen, delegieren.

Art. 28. Protokolle. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten, die vom Sitzungsvorsitzenden und vom Sekretär unterschrieben werden.

Abschriften und Auszüge dieser Protokolle werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterschrieben.

Art. 29. Häufigkeit und Einberufung. Der Verwaltungsrat tritt, auf Einberufung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort, so oft zusammen, wie es die Interessen der Investmentgesellschaft erfordern, mindestens jedoch einmal im Jahr.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden mindestens achtundvierzig (48) Stunden vor der Sitzung des Verwaltungsrates schriftlich einberufen, es sei denn die Wahrung der vorgenannten Frist ist aufgrund von Dringlichkeit unmöglich. In diesen Fällen sind Art und Gründe der Dringlichkeit im Einberufungsschreiben anzugeben.

Ein Einberufungsschreiben ist, sofern jedes Verwaltungsratsmitglied sein Einverständnis schriftlich, mittels Brief, Telefax oder einem elektronischen Medium gegeben hat, nicht erforderlich.

Eine gesonderte Einberufung ist nicht erforderlich, wenn eine Sitzung des Verwaltungsrates zu einem Termin und an einem Ort stattfindet, die in einem im Voraus vom Verwaltungsrat gefassten Beschluss festgelegt sind.

Art. 30. Zeichnungsbefugnis. Die Investmentgesellschaft wird durch die Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtlich gebunden. Der Verwaltungsrat kann ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er) ermächtigen, die Investmentgesellschaft durch Einzelunterschrift zu vertreten. Daneben kann der Verwaltungsrat andere juristische oder natürliche Personen ermächtigen, die Investmentgesellschaft entweder durch Einzelunterschrift oder gemeinsam mit einem Verwaltungsratsmitglied oder einer anderen vom Verwaltungsrat bevollmächtigten juristischen oder natürlichen Person rechtsgültig zu vertreten.

Art. 31. Unvereinbarkeitsbestimmungen. Kein Vertrag, kein Vergleich oder sonstiges Rechtsgeschäft, das die Investmentgesellschaft mit anderen Gesellschaften schließt, wird durch die Tatsache beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Investmentgesellschaft irgendeine Interessen in oder Beteiligungen an irgendeiner anderen Gesellschaft haben, oder durch die Tatsache, dass sie Verwaltungsratsmitglied, Teilhaber, Direktor, Geschäftsführer, Bevollmächtigter oder Angestellter der anderen Gesellschaft sind.

Dieses(r) Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft, welches(r) zugleich Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Geschäftsführer Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der die Investmentgesellschaft Verträge abgeschlossen hat oder mit der sie in einer anderen Weise

in geschäftlichen Beziehungen steht, wird dadurch nicht das Recht verlieren, zu beraten, abzustimmen und zu handeln, was die Angelegenheiten, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Verbindung stehen, anbetrifft.

Falls aber ein Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter ein persönliches Interesse in irgendwelcher Angelegenheit der Investmentgesellschaft hat, muss dieses Verwaltungsratsmitglied, Direktor oder Bevollmächtigter der Investmentgesellschaft den Verwaltungsrat über dieses persönliche Interesse informieren, und er wird weder mitberaten noch am Votum über diese Angelegenheit teilnehmen. Ein Bericht über diese Angelegenheit und über das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors oder Bevollmächtigten muss bei der nächsten Generalversammlung erstattet werden.

Der Begriff „persönliches Interesse“, wie er im vorstehenden Absatz verwendet wird, findet keine Anwendung auf jedwede Beziehung und jedwedes Interesse, die nur deshalb entstehen, weil das Rechtsgeschäft zwischen der Investmentgesellschaft einerseits und einer Verwaltungsgesellschaft, dem Investmentmanager, einem Anlageberater, der Zentralverwaltungsstelle, der Register- und Transferstelle, der oder den Vertriebsstellen (bzw. ein mit diesen mittelbar oder unmittelbar verbundenes Unternehmen) oder jeder anderen von der Investmentgesellschaft benannten Gesellschaft andererseits geschlossen wird.

Die vorhergehenden Bestimmungen sind in Fällen, in denen die Depotbank Partei eines solchen Vertrages, Vergleiches oder sonstigen Rechtsgeschäftes ist, nicht anwendbar.

Art. 32. Schadloshaltung. Die Investmentgesellschaft verpflichtet sich, jedes(n) der Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, ihre Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter schadlos zu halten gegen alle Klagen, Forderungen und Haftungen irgendwelcher Art, sofern die Betroffenen ihre Verpflichtungen ordnungsgemäß erfüllt haben, und diese für sämtliche Kosten, Ausgaben und Verbindlichkeiten, die anlässlich solcher Klagen, Verfahren, Forderungen und Haftungen entstanden sind, zu entschädigen.

Das Recht auf Entschädigung schließt andere Rechte zugunsten des Verwaltungsratsmitgliedes, Direktors, Geschäftsführers oder Bevollmächtigten nicht aus.

VII. Wirtschaftsprüfer

Art. 33. Wirtschaftsprüfer. Die Kontrolle der Jahresberichte der Investmentgesellschaft ist einer Wirtschaftsprüfergesellschaft bzw. einem oder mehreren Wirtschaftsprüfer(n) zu übertragen, die im Großherzogtum Luxemburg zugelassen ist/sind und von der Generalversammlung ernannt wird/werden.

Der/die Wirtschaftsprüfer ist/sind für eine Dauer von bis zu sechs Jahren ernannt und kann/können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden. Der/die Wirtschaftsprüfer kann/können wiedergewählt werden.

VIII. Allgemeines und Schlussbestimmungen

Art. 34. Verwendung der Erträge. Der Verwaltungsrat kann die in einem Teilfonds erwirtschafteten Erträge an die Aktionäre dieses Teilfonds ausschütten oder diese Erträge in dem jeweiligen Teilfonds thesaurieren. Die jeweilige Ertragsverwendung eines Teilfonds bzw. einer Aktienklasse wird im Verkaufsprospekt aufgeführt. Zur Ausschüttung können neben den ordentlichen Nettoerträgen die realisierten Kapitalgewinne, die Erlöse aus dem Verkauf von Bezugsrechten und/oder die sonstigen Erträge nicht wiederkehrender Art sowie sonstige Aktiva, jederzeit ganz oder teilweise ausgeschüttet werden, sofern das Netto-Fondsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze nach Artikel 11 dieser Satzung sinkt.

Sofern im Verkaufsprospekt eine Ausschüttung der Erträge vorgesehen ist, kann abweichend hiervon auf gesonderten Beschluss der Investmentgesellschaft auch eine Thesaurierung der Erträge vorgenommen werden.

Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Aktien ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisaktien vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausgezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des jeweiligen Teilfonds und, sofern Aktienklassen gebildet wurden, zugunsten der jeweiligen Aktienklasse. Auf erklärte Ausschüttungen werden vom Zeitpunkt Ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

Die Auszahlungen von Ausschüttungen erfolgen in der gleichen Weise wie die Auszahlung des Rücknahmepreises.

Ausschüttungen, die erklärt, aber nicht ausgezahlt wurden, können nach Ablauf eines Zeitraums von fünf Jahren ab der erfolgten Zahlungserklärung, vom Aktionär einer solchen Aktie nicht mehr eingefordert werden und verfallen zugunsten dem jeweiligen Teilfondsvermögen der Investmentgesellschaft, und, sofern Aktienklassen gebildet wurden, zugunsten der jeweiligen Aktienklasse. Auf erklärte Ausschüttungen werden vom Zeitpunkt Ihrer Fälligkeit an keine Zinsen bezahlt.

Sofern im jeweiligen Anhang eine Thesaurierung der Erträge vorgesehen ist, können auf gesonderten Beschluss der Verwaltungsgesellschaft neben den ordentlichen Nettoerträgen die realisierten Kapitalgewinne, die Erlöse aus dem Verkauf von Bezugsrechten und/oder die sonstigen Erträge nicht wiederkehrender Art abzüglich realisierter Kapitalverluste sowie sonstige Aktiva, jederzeit ganz oder teilweise ausgeschüttet werden, sofern das Netto-Fondsvermögen aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze nach Artikel 11 Absatz 2 fällt.

Art. 35. Berichte. Der Verwaltungsrat erstellt für die Investmentgesellschaft einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg.

Art. 36. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 1. August und endet am 31. Juli des darauffolgenden Jahres.

Art. 37. Depotbank.

1. Die Investmentgesellschaft hat eine Bank mit Sitz im Großherzogtum Luxemburg als Depotbank bestellt. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 17. Dezember 2010, dem Depotbankvertrag, dieser Satzung sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen).

2. Die Investmentgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Aktionäre gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Aktionäre nicht aus.

Art. 38. Satzungsänderung. Diese Satzung kann jederzeit durch Beschluss der Aktionäre geändert oder ergänzt werden, vorausgesetzt, dass die in dem Gesetz vom 10. August 1915 vorgesehenen Bedingungen über Beschlussfähigkeit und Mehrheiten bei der Abstimmung eingehalten werden.

Art. 39. Allgemeines. Für alle Punkte, die in dieser Satzung nicht geregelt sind, wird auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie auf das Gesetz vom 17. Dezember 2010 verwiesen."

Die Versammlung stellt fest dass der Sitz der Gesellschaft sich in L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler befindet. Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung geschlossen.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen wurde in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, der beurkundenden Notarin nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen und die beurkundende Notarin gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: N. HOFFMANN, I. BRANGBOUR, L. MOULARD, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 16 avril 2013. Relation: RED/2013/610. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, den 18. April 2013.

M^e Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013050832/627.

(130061601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

VOLANDO Umbrella Fund, Fonds Commun de Placement.

Durch Beschluss der Verwaltungsgesellschaft LRI Invest S.A. und mit Zustimmung der Depotbank M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A. wurde der VOLANDO Umbrella Fund vollständig zum 31. März 2013 liquidiert. Der letzte Teilfonds des VOLANDO Umbrella Fund, der VOLANDO Strategie Q.E.D. wurde zum 25. März 2013 aufgelöst. Der Liquidationserlös wurde vollständig an die Anteilhaber ausbezahlt. Somit war die Übertragung von Liquidationserlösen an die Caisse de Consignation zu Gunsten der jeweils Berechtigten nicht notwendig. Die Konten und Bücher des Fonds werden am Sitz der Gesellschaft hinterlegt und für fünf Jahre aufbewahrt.

Munsbach, im April 2013.

LRI Invest S.A.

Référence de publication: 2013053741/2501/11.

BaXian S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5421 Erpeldange, 7, rue de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 176.696.

STATUTS

L'an deux mille treize, le huit avril.

Par-devant Maître Patrick SERRES, notaire de résidence à Remich (Grand-Duché de Luxembourg).

a comparu:

Monsieur Léon SCHUMACHER, ingénieur diplômé, demeurant à L-5421 Erpeldange, 7, rue de Mondorf.

Laquelle personne comparante a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer par les présentes et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée luxembourgeoise qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet:

- de prendre en charge et la gestion des contrats de conseils techniques et d'affaires et de services de toute nature en relation avec le but ci-dessus à Luxembourg et à l'étranger ainsi que la prise en charge de fonctions de gestion et d'activités opérationnelles pour les entreprises, institutions et autres organisations dans l'industrie et dans le secteur public.

- La prestation de services de conseil en gestion d'entreprise, tels que la proposition de plans de stratégie, de plans d'entreprise, d'enquêtes de productivité et de rentabilité, de plans directeurs informatiques, d'audits informatiques, et l'installation de solutions systèmes, logicielles et matérielles.

La société pourra effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières, pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.**Art. 4.** La société prend la dénomination de "BaXian S. à r. l.".

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Bous. Il pourra être déplacé dans la même commune par simple décision de la gérance de la société.

Il peut être transféré en dehors de cette commune en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés.

La Société peut ouvrir des agences ou succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

Titre II.- Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500.- EUR) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq Euros (125.- EUR) chacune.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le surplus, il est renvoyé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés, voire de l'associé unique, ne mettent pas fin à la société.

Titre III.- Administration et Gérance

Art. 9. La société est administrée et gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

A défaut de disposition contraire, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 10. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les modifications des statuts doivent être décidées à la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social. Néanmoins le changement de nationalité de la société requiert l'unanimité des voix des associés.

Art. 12. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par celui-ci. Les dispositions des articles 200-1 et 200-2 de la loi sur les sociétés commerciales sont alors applicables.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Du bénéfice net de la société, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la constitution d'un fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10 %) du capital. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale des associés.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Titre IV.- Dissolution - Liquidation

Art. 16. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Titre V.- Dispositions générales

Art. 17. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les dispositions légales s'appliqueront.

Souscription et Libération

Toutes les cent (100) parts sociales ont été entièrement souscrites par Monsieur Léon SCHUMACHER et ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (12.500.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui même pour se terminer le 31 décembre 2013.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution sont évalués à mille euros (1.000.-EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt l'associé unique représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1.- Le siège social de la société est établi à L-5421 Erpeldange, 7, rue de Mondorf.

2.- Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Léon SCHUMACHER.

Vis-à-vis des tiers, le gérant a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et l'engager valablement par sa seule signature.

Déclaration

Le comparant déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, et du règlement grand-ducal du 1^{er} février 2010, être le bénéficiaire réel et final de la société ci-dessus et certifie que les fonds/biens/droits ne proviennent d'aucune infraction pénale.

Remarque

Avant la clôture des présentes, le notaire instrumentant a attiré l'attention sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations requises pour exercer les activités plus amplement décrites comme objet social à l'article deux des présents statuts.

Dont acte, fait et passé à Remich, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée par le notaire instrumentant, la personne comparante, connue du notaire par nom, prénom, état et demeure, a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: L. SCHUMACHER, Patrick SERRES.

Enregistré à Remich, le 11 avril 2013. Relation: REM/2013/611. Reçu soixante-quinze euros 75.- €.

Le Releveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 17 avril 2013.

Patrick SERRES.

Référence de publication: 2013051759/107.

(130062695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

**Zenit S.R.L., Société Anonyme,
(anc. Zenit S.A.).**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 56.754.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013037891/9.

(130045681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2013.

Sentrade Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 176.723.

—
STATUTES

IN THE YEAR TWO THOUSAND THIRTEEN

ON THE NINETEENTH DAY OF APRIL,

Before Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert,

THERE APPEARED:

Mr Ioannis KOILAKOS, Managing Director, residing in 129 Vas. Pavlou Street, 16673 Voula, Greece,
represented by Mr Frédéric LEMOINE, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of power of attorney given on April 10, 2013.

Which power of attorney shall be signed ne varietur by the attorney of the above named person and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as mentioned above, has declared his intention to constitute by the present deed a public limited liability company (société anonyme) and to draw up its articles of association as follows:

Title I. - Form - Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Form. There exists a public limited liability company (hereafter the "Company") which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended from time to time (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

Art. 2. Name. The name of the Company is "SENTRADE HOLDING S.A."

Art. 3. Registered office.

3.1. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

3.2. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of Shareholders (as defined hereafter) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

3.3. The registered office may be transferred within the City of Luxembourg by decision of the Sole Director or, in case of plurality of directors, of the Board of Directors (as defined hereafter).

3.4. If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the Company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the Company, which is best situated for this purpose under such circumstances.

3.5. The Sole Director or, in case of plurality of directors, the Board of Directors may establish branches or offices of representation in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

Art. 4. Object.

4.1. The Company's object is to acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in any other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

4.2. The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies").

4.3. For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same "group" as the Company if such other company directly or indirectly owns, is owned by, is in control of, is controlled by, or is under common control with, or is controlled by a shareholder of, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the power to direct or cause the direction of the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise.

4.4. The Company may in particular enter into the following transactions:

4.4.1. borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds, through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt or equity instruments, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise;

4.4.2. enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, or any director, manager or other agent of the Company or any of the Connected Companies, within the limits of any applicable law provision; and

4.4.3. use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

it being understood that the Company will not enter into any transaction which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

4.5. In addition to the foregoing, the Company may perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above.

Art. 5. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Title II. - Capital - Shares

Art. 6. Capital.

6.1. The corporate capital of the Company is fixed at forty thousand Euro (EUR 40,000) divided into:

- four thousand (4,000) class A shares;
- four thousand (4,000) class B shares;
- four thousand (4,000) class C shares;
- four thousand (4,000) class D shares;
- four thousand (4,000) class E shares;
- four thousand (4,000) class F shares;
- four thousand (4,000) class G shares;
- four thousand (4,000) class H shares;
- four thousand (4,000) class I shares; and
- four thousand (4,000) class J shares,

all with a nominal value of one Euro (EUR 1) each.

6.2. The shares of class A to class J are hereinafter referred to as the «Shares». Any reference made hereinafter to a «Share» or to «Shares» shall be construed as a reference to any or all of the above class of shares depending on the context and as applicable, and the same construction shall apply to a reference to a «Shareholder» or to «Shareholders».

6.3. In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any Share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the general meeting of Shareholders. The amount of the premium account may be used to make payment for any Shares, which the Company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the Shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve or other reserves.

6.4 The capital may be increased, or decreased, in one or several times at any time by a decision of the general meeting of Shareholders voting with the quorum and majority rules set out by article 13 of the Articles, or, as the case may be, by the Law for any amendment to the Articles.

6.5 The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including, inter alia, subsequent cancellation of one or more entire classes of Shares upon prior repurchase of all the Shares in issue under such classes. In the case of repurchases and straightforward cancellation of classes of Shares, such cancellations and repurchases of Shares shall be made in reverse alphabetical order (starting with class J Shares).

6.6 Any repurchase of Shares will be authorized by the general meeting of Shareholders in accordance with Article 49-2 of the Law.

6.7 In the event of a reduction of capital through the repurchase and the cancellation of a class of Shares (in the order provided for in article 6.5 above), such class of Shares gives right to the holder(s) thereof an amount equal to the cancellation value per Share (the «Cancellation Value Per Share») for each Share of the relevant class held by the holder(s) and cancelled.

6.8 The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the total cancellation value by the number of Shares in issue in the class of Shares to be repurchased and cancelled.

6.9 The total cancellation value shall be determined by the Sole Director, or in case of plurality of Directors, the Board of Directors on the basis of interim accounts to be drawn up at the latest twenty (20) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Shares and on the basis of the sum of the net retained earnings of the Company, the result of the period, the free reserves and the premium account, as applicable.

Art. 7. Shares.

7.1. Each Share is entitled to one vote. The Shares may be represented, at the owner's option, by certificates representing a single Share or certificates representing two or more Shares.

7.2. The Shares may be in registered or bearer form at the option of the Shareholder.

Title III. - Management**Art. 8. Management.**

8.1. The Company may be managed by one director (the "Sole Director"), whether Shareholder or not, as long as it has a sole Shareholder. In case there are several Shareholders, the Company shall be managed by a board of directors comprising at least three (3) members, whether Shareholders or not (the "Board of Directors", each member individually, a "Director"). The Directors are appointed for a period not exceeding six (6) years by the general meeting of Shareholders which may at any time remove them.

8.2. The number of Directors, their term and their remuneration are fixed by the general meeting of Shareholders.

Art. 9. Meeting of the board of directors.

9.1. The Board of Directors shall elect from among its members a chairman.

9.2. The Board of Directors convenes upon call by the chairman, as often as the interest of the Company so requires. It must be convened each time two Directors so request. In case all the Directors are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

9.3. Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, by telegram, facsimile, electronic mail, or letter another Director as his proxy.

9.4. Meetings of the Board of Directors shall be held in Luxembourg. The Board of Directors may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy. Resolutions shall be approved if taken by a majority of the votes of the Directors present either in person or by proxy at such meeting.

9.5. Any member of the Board of Directors who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of a communication device (including a telephone and videoconference) which allows all the other members of the Board of Directors present at such meeting (whether in person or by proxy, or by means of such communication device) to hear and to be heard by the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting. If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg if the call is initiated from Luxembourg.

Members of the Board of Directors who participate in the proceedings of a meeting of the Board of Directors by means of such communication device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

9.6. In case of urgency, written resolutions signed by all the members of the Board of Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile, electronic mail or similar communication.

9.7. The minutes of a meeting of the Board of Directors shall be signed by all Directors present or represented at the meeting. Extracts shall be certified by the chairman or any Director or by any person nominated during a meeting of the Board of Managers.

9.8. In case of a Sole Director, the resolutions of the Sole Director shall be documented in writing.

Art. 10. Powers.

10.1. The Sole Director or, in case of plurality of Directors, the Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate objects of the Company. All powers not expressly reserved by Law or by the Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Director or, as the case may be, the Board of Directors.

10.2. The Company will be bound in any circumstances by the sole signature of its Sole Director or, in case of plurality of Directors, by the joint signatures of two Directors or by the sole signature of the person in charge of the daily management of the Company, as far as the daily management is concerned, unless special decisions have been taken concerning the authorized signature in case of delegation of powers or proxies given by the Sole Director or, as the case may be, the Board of Directors pursuant to article 11 of the Articles.

10.3. Any litigation involving the Company, either as plaintiff or as defendant, will be handled in the name of the Company by the Sole Director or by the Board of Directors, represented by its chairman or by the Director delegated for this purpose.

10.4. The Sole Director or, in case of plurality of Directors, the Board of Directors may pay interim dividends in compliance with the Law.

Art. 11. Delegations.

11.1. The Sole Director or, as the case may be, the Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management of the Company to one or more persons, whether Directors or not.

11.2. He/it may also commit the management of a special branch of the Company to one or more managers, and give special powers for determined matters to one or more proxy-holders, selected from its own members or not, whether Shareholders or not.

Title IV. - Supervision

Art. 12. Supervision. Except where according to the Law the Company's annual accounts must be audited by an approved independent auditor, the Company's annual accounts shall be reviewed by one or several statutory auditors, appointed by the general meeting of the Shareholders, which will fix their number and its/their remuneration, as well as the term of its/their office, which must not exceed six (6) years.

Title V. - General meeting of shareholders

Art. 13. Powers - Holding of general meetings.

13.1. The sole Shareholder shall exercise all the powers conferred to the general meeting of Shareholders under Section IV § 5 of the Law and its decisions shall be in writing and shall be recorded in minutes. In such case and where the term sole Shareholder is not expressly mentioned in the Articles, a reference to the general meeting of Shareholders used in the Articles is to be construed as a reference to the sole Shareholder.

13.2. In case there is more than one Shareholder, resolutions of the Shareholders are adopted at a general meeting of the Shareholders.

13.3. If all the Shareholders are present or represented and informed of the agenda of the meeting, they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

13.4. General meetings of the Shareholders shall be held in Luxembourg. Any Shareholder may, by a written proxy, authorize any other person, who need not be a Shareholder, to represent him at a general meeting of Shareholders and to vote in his name and stead.

13.5. Each Shareholder may participate in any general meeting of Shareholders by telephone or videoconference or by any similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to be identified, and to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

13.6. Except as otherwise provided by the Law or the Articles, resolutions of the general meeting of Shareholders are passed by a simple majority of the votes validly cast at the meeting, regardless of the portion of the corporate capital present or represented at such meeting. Abstention and nil votes will not be taken into account.

13.7. Subject to the terms and conditions provided by the Law, the Articles may be amended by a resolution of the general meeting of Shareholders adopted with a majority of two thirds (2/3) of the votes validly cast at a meeting where at least half (1/2) of the Company's corporate capital is present or represented on first call. On second call, the resolution will be passed by a majority of two third (2/3) of the votes validly cast at the meeting, regardless of the portion of the corporate capital present or represented at the meeting. Abstention and nil votes will not be taken into account.

13.8. The annual general meeting of the Shareholders will be held at the registered office or at such other place in the municipality of the registered office as specified in the convening notice on the 10th of June at 3.00 p.m.. If such day is a legal holiday, the annual general meeting of the Shareholders will be held on the next following business day.

Title VI. - Financial year, Allocation of profits

Art. 14. Financial year. The financial year of the Company starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. After deduction of any and all of the expenses of the Company and the amortizations, the credit balance represents the net profits of the Company. Of the net profits, five per cent (5%) shall be appropriated for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10%) of the corporate capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, the reserve falls below ten per cent (10%) of the corporate capital of the Company.

The balance is at the disposal of the general meeting of Shareholders.

15.2. In any year in which the Company resolves to make dividend distributions, drawn from net profits and from available reserves derived from retained earnings, including any premium account, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- First, the holders of class A Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point sixty-five per cent (0.65%) of the nominal value of the class A Shares held by them, then, the holders of class B Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point sixty per cent (0.60%) of the nominal value of the class B Shares held by them, then,
- the holders of class C Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty-five per cent (0.55%) of the nominal value of the class C Shares held by them, then,

- the holders of class D Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the nominal value of the class D Shares held by them, then,
- the holders of class E Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty-five per cent (0.45%) of the nominal value of the class E Shares held by them, then,
- the holders of class F Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty per cent (0.40%) of the nominal value of the class F Shares held by them, then,
- the holders of class G Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty-five per cent (0.35%) of the nominal value of the class G Shares held by them, then,
- the holders of class H Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the nominal value of the class H Shares held by them, then,
- the holders of class I Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.25%) of the nominal value of the class I Shares held by them, then,
- the holders of class J Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty per cent (0.20%) of the nominal value of the class J Shares held by them.

15.3. The balance of the total distributable amount after the amounts allocated to all classes of Shares shall be allocated in its entirety to the holders of the last class in the reverse alphabetical order. Thus, should the whole last outstanding class of Shares (by alphabetical order, e.g. class J shares) have been cancelled following its repurchase or otherwise at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding class of Shares in the reverse alphabetical order (e.g. initially class I shares).

Title VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 16. Dissolution and Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders. If the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by general meeting of Shareholders which will specify their powers and fix their remuneration.

Title VIII. - Applicable law

Art. 17. Applicable law. All matters not governed by the Articles are to be construed in accordance with the Law.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on December 31, 2013.

Subscription and Payment

The Articles having thus been established, the appearing party declares to subscribe the entire capital as follows:

Mr Ioannis KOILAKOS, prenamed,

- four thousand class A Shares;	4,000 class A Shares
- four thousand class B Shares;	4,000 class B Shares
- four thousand class C Shares;	4,000 class C Shares
- four thousand class D Shares;	4,000 class D Shares
- four thousand class E Shares;	4,000 class E Shares
- four thousand class F Shares;	4,000 class F Shares
- four thousand class G Shares;	4,000 class G Shares
- four thousand class H Shares;	4,000 class H Shares
- four thousand class I Shares; and	4,000 class I Shares
- four thousand class J Shares,	<u>4,000 class J Shares</u>
TOTAL: forty thousand Shares,	40,000 Shares

The Shares have been paid up to the extent of one hundred percent (100%) by a contribution in cash of forty thousand Euro (EUR 40,000). The amount of forty thousand Euro (EUR 40,000) is at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified that the conditions provided for in article 26 of the Law, have all been complied with.

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at approximately EUR 1.400.-.

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole Shareholder of the Company representing the entire subscribed capital has passed the following resolutions:

1) The registered office of the Company is fixed at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

2) The number of directors is set at three (3). The following have been appointed as directors:

Mr. Christian FRANÇOIS, private employee, born in Rocourt (Belgium) on 1 April 1975, residing professionally at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

Mrs Cynthia BODY, private employee, born in Messancy (Belgium) on 29 March 1989, residing professionally at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

Mr. Jean-Robert BARTOLINI, private employee, born in Differdange on 10 November 1962, residing professionally at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

the mandate of the said directors will expire at the annual general meeting of Shareholders resolving on the accounts for the financial year ending December 31, 2013.

3) The number of statutory auditors is set at one (1). Has been appointed statutory auditor:

Fin-Contrôle S.A. with registered office at 12, rue Guillaume Kroll, building F, L-1882 Luxembourg registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 42230.

Its mandate will expire at the general meeting of Shareholders resolving on the accounts for the financial year ending December 31, 2013.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; on the request of the same appearing party and, in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary by name, Christian name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'AN DEUX MILLE TREIZE LE DIX-NEUF AVRIL

Pardevant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert,

A COMPARU:

Monsieur Ioannis KOILAKOS, administrateur délégué, demeurant à 129 Vas. Pavlou, 16673 Voula, Grèce, représenté par Frédéric LEMOINE, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 10 avril 2013.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiquée ci-avant a déclaré son intention de constituer par le présent acte une société anonyme et d'en arrêter les statuts comme suit:

Titre I^{er} - Forme - Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Forme. Il existe une société anonyme (ci-après la «Société»), qui sera régie par les lois relatives à une telle entité, et en particulier par la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (ci-après les «Statuts»).

Art. 2. Dénomination. La dénomination de la Société est «SENTRADE HOLDING S.A.».

Art. 3. Siège social.

3.1. Le siège de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

3.2. Il peut être transféré en toute autre localité à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des Actionnaires (tel que défini ci-après) délibérant comme en matière de modification des Statuts.

3.3. Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la ville de Luxembourg par simple décision de l'Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, du Conseil d'Administration (tel que défini ci-après).

3.4. Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la Société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

3.5. L'Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, le Conseil d'Administration peut constituer des succursales ou des bureaux de représentation tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 4. Objet.

4.1. L'objet de la Société est l'acquisition et la détention de tous intérêts, directement ou indirectement, sous quelle que forme que ce soit, dans toutes autres entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie de souscription ou d'acquisition de toutes participations et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion.

4.2. La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci soit substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les "Sociétés Apparentées").

4.3. Pour les besoins de cet article, une société sera considérée comme appartenant au même «groupe» que la Société si cette autre société, directement ou indirectement, détient, est détenue par, détient le contrôle de, est contrôlée par ou est sous le contrôle commun avec, ou est contrôlée par un actionnaire de la Société, que ce soit comme bénéficiaire, trustee ou gardien ou autre fiduciaire. Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement.

4.4. La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes:

4.4.1. conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de crédit et lever des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre, certificats et autres instruments de dettes, convertibles ou non, ou par l'utilisation d'instruments financiers dérivés ou autres;

4.4.2. accorder toute garantie, fournir tout gage ou toute autre forme de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par toutes ou l'une de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société et de toute Société Apparentée, ou de tout administrateur, gérant ou autre agent de la Société ou de l'une des Sociétés Apparentées, dans les limites de toute disposition légale applicable; et

4.4.3. utiliser tous instruments et techniques nécessaires à la gestion efficace de ses investissements et à la protection contre tous risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

étant entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier.

4.5. Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toutes transactions légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes transactions nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de son objet social dans les secteurs prédécrits.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Titre II. - Capital - Actions

Art. 6. Capital.

6.1. Le capital social de la Société est fixé à quarante mille Euros (40.000 EUR) représenté par:

- quatre mille (4.000) actions de classe A
- quatre mille (4.000) actions de classe B
- quatre mille (4.000) actions de classe C
- quatre mille (4.000) actions de classe D
- quatre mille (4.000) actions de classe E
- quatre mille (4.000) actions de classe F
- quatre mille (4.000) actions de classe G
- quatre mille (4.000) actions de classe H
- quatre mille (4.000) actions de classe I et
- quatre mille (4.000) actions de classe J,

toute ayant une valeur nominale de un Euro (1 EUR) chacune.

6.2. Les actions de classe A à J sont ci-après dénommées les «Actions». Toute référence faite ci-après à «Action» ou «Actions» doit être interprétée comme une référence à une quelconque ou à toutes les classes d'actions ci-dessus en fonction du contexte et selon les cas, et la même interprétation devra s'appliquer à une référence à «Actionnaire» ou à «Actionnaires».

6.3. En plus du capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Action sera versée. Le montant d'un tel compte de prime d'émission est à la libre disposition de l'assemblée générale des Actionnaires. Le montant d'un tel compte de prime d'émission peut être utilisé pour procéder à des paiements pour toutes Actions que la Société peut racheter à son/ses Actionnaire(s), pour compenser toute perte réalisée, pour procéder à des distributions à l'/aux Actionnaire(s) ou pour allouer des fonds à la réserve légale ou à d'autres réserves.

6.4. Le capital peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, à tout moment par une décision de l'assemblée générale des Actionnaires adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par l'article 13 des présents Statuts ou, selon le cas, par la loi pour toute modification des Statuts.

6.5. Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation d'Actions, incluant, entre autres, l'annulation ultérieure d'une ou de plusieurs classes d'Actions lors du rachat préalable de toutes les Actions émises dans lesdites classes. En cas de rachat et d'annulation pure et simple de classes d'Actions, de tels annulation et rachat doivent être fait dans l'ordre alphabétique inversé (en débutant par les Actions de classe J).

6.6. Tout rachat d'Actions sera autorisé par l'assemblée générale des Actionnaires conformément à l'Article 49-2 de la Loi.

6.7. Dans le cas d'une réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une classe d'Actions (dans l'ordre prévu au paragraphe ci-dessus), le(s) détenteur(s) d'Actions de la classe d'Actions rachetée et annulée recevront de la Société un montant égal à la valeur d'annulation par Action (la «Valeur d'Annulation par Action») pour chaque Action de la classe concernée détenue par le(s) détenteur(s) et annulée.

6.8. La Valeur d'Annulation par Action sera calculée en divisant le montant d'annulation total par le nombre d'Actions émises dans la classe d'Actions devant être rachetée et annulée.

6.9. La valeur totale d'annulation sera déterminée par l'Administrateur unique ou en cas de pluralité d'Administrateurs par le Conseil d'Administration sur base des comptes intermédiaires à établir au plus tard vingt (20) jours avant la date de rachat et d'annulation de ladite classe d'Actions et sur base de la somme des bénéfices nets de la Société, des résultats de la période, des réserves disponibles et du compte de prime d'émission, le cas échéant.

Art. 7. Actions.

7.1. Chaque Action donne droit à une voix. Les Actions peuvent être représentées, au choix du propriétaire, par des certificats représentant deux ou plusieurs Actions.

7.2. Les Actions sont soit nominatives, soit au porteur, au choix de l'Actionnaire.

Titre III. - Administration

Art. 8. Administration.

8.1. La Société peut être administrée par un administrateur unique («l'Administrateur Unique»), Actionnaire ou non, aussi longtemps qu'il y a un Actionnaire unique. Au cas où il y a plusieurs Actionnaires, la Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins, Actionnaires ou non (le «Conseil d'Administration et chaque membre individuellement, un Administrateur»). Les Administrateurs sont nommés par l'assemblée générale des Actionnaires, pour un terme ne pouvant dépasser six (6) années et en tout temps révocables par elle.

8.2. Le nombre d'Administrateurs, la durée de leur mandat et leurs émoluments sont fixés par l'assemblée générale des Actionnaires.

Art. 9. Réunion du conseil d'administration.

9.1. Le Conseil d'Administration choisira un président parmi ses membres.

9.2. Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux Administrateurs le demandent. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités et conditions de convocation.

9.3. Chaque Administrateur peut agir à toute réunion du Conseil d'Administration en désignant par écrit, par télégramme, par fax, courriel ou lettre, un autre Administrateur comme son mandataire.

9.4. Les réunions du Conseil d'Administration se tiendront à Luxembourg. Le Conseil d'Administration ne peut délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins de ses membres est présent en personne ou par mandataire. Les résolutions seront valablement adoptées par la majorité des votes des Administrateurs présents en personne ou par mandataire à telle réunion.

9.5. Tout membre du Conseil d'Administration qui participe à une réunion du Conseil d'Administration via un moyen de communication (en ce compris par téléphone et par visio conférence) qui permet aux autres membres du Conseil d'Administration présents à cette réunion (soit en personne soit par mandataire ou par un tel moyen de communication) d'entendre et d'être entendus par les autres membres sera réputé présent à telle réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à telle réunion. Lorsque la décision est prise par voie d'une conférence téléphonique, la décision sera considérée comme ayant été prise à Luxembourg si l'appel est initié à partir de Luxembourg.

Les membres du Conseil d'Administration qui participent à une réunion du Conseil d'Administration via un tel moyen de communication ratifieront leurs votes exprimés de cette façon en signant une copie du procès-verbal de la réunion.

9.6. En cas d'urgence, des résolutions écrites signées par tous les membres du Conseil d'Administration auront le même effet et la même validité que des décisions prises lors d'une réunion valablement convoquée et tenue. Ces signatures pourront être apposées sur un seul ou plusieurs documents séparés transmis par lettre, fax, courriel ou moyen similaire de communication.

9.7. Le procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration est signé par tous les Administrateurs présents ou représentés à la réunion. Des extraits seront certifiés par le président ou tout Administrateur ou par toute personne désignée lors d'une réunion du Conseil d'Administration.

9.8. En cas d'Administrateur Unique, les résolutions de l'Administrateur Unique seront documentées par écrit.

Art. 10. Pouvoirs.

10.1. L'Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition conformément à l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence de l'Administrateur Unique ou, le cas échéant, du Conseil d'Administration.

10.2. La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la signature individuelle de la personne en charge de la gestion journalière de la Société, dans la mesure où la gestion journalière est concernée, à moins que des décisions spéciales concernant la signature autorisée en cas de délégation de pouvoirs n'aient été prises par l'Administrateur Unique ou, suivant le cas, le Conseil d'Administration conformément à l'article 11 des Statuts.

10.3. Tous litiges dans lesquels la Société est impliquée comme demandeur ou comme défendeur, seront traités au nom de la Société par l'Administrateur Unique ou par le Conseil d'Administration, représenté par son président ou par l'Administrateur délégué à cet effet.

10.4. L'Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'Administrateurs, le Conseil d'Administration est autorisé à payer des acomptes sur dividendes en respectant les dispositions légales.

Art. 11. Délégations.

11.1. L'Administrateur Unique ou, suivant le cas, le Conseil d'Administration peut déléguer la gestion journalière de la Société à une ou plusieurs personnes, Administrateurs ou non.

11.2. Il peut aussi confier la gestion d'une branche spéciale de la Société à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour l'accomplissement de tâches précises à un ou plusieurs mandataires, choisis parmi ses propres membres ou non, Actionnaires ou non.

Titre IV. - Surveillance

Art. 12. Surveillance. Sauf lorsqu'en vertu de la Loi, les comptes annuels statutaires doivent être audités par un réviseur d'entreprises agréé, les comptes annuels de la Société seront revus par un ou plusieurs commissaires nommé(s) par l'assemblée générale des Actionnaires qui fixe leur nombre et sa/leur rémunération, ainsi que la durée de son/leur mandat qui ne peut excéder six (6) années.

Titre V. - Assemblée générale des actionnaires

Art. 13. Pouvoirs - Tenue des assemblées générales.

13.1. L'Actionnaire unique exercera tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des Actionnaires par la Section IV § 5 de la Loi et ses décisions sont établies par écrit et enregistrées dans des procès-verbaux. Dans ce cas et lorsque le terme Actionnaire unique n'est pas expressément mentionné dans les Statuts, une référence à l'assemblée générale des Actionnaires utilisée dans les Statuts doit être lue comme une référence à l'Actionnaire unique.

13.2. S'il y a plus d'un Actionnaire, les décisions des Actionnaires seront prises en assemblée générale des Actionnaires.

13.3. Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et l'assemblée peut valablement être tenue sans avis préalable.

13.4. Les assemblées générales des Actionnaires se tiendront à Luxembourg. Tout Actionnaire peut par procuration écrite, autoriser toute autre personne, qui n'a pas besoin d'être un Actionnaire, à le représenter à une assemblée générale des Actionnaires et à voter en son nom et à sa place.

13.5. Tout Actionnaire peut participer à toute assemblée générale des Actionnaires par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout moyen similaire de communication permettant à toutes les personnes participants à l'assemblée d'être identifiés et de s'entendre et de se parler. La participation à une assemblée par ce moyen est considérée comme équivalent à une participation en personne à telle assemblée.

13.6. Sauf disposition contraires de la Loi ou des Statuts, les décisions de l'assemblée générale des Actionnaires sont prises à la majorité simple des votes exprimés valablement à l'assemblée, quelle que soit la portion du capital social présent ou représenté à telle assemblée. L'abstention et les votes nuls ne seront pas pris en compte.

13.7. Sous réserve des termes et conditions prévus par la Loi, les Statuts peuvent être modifiés par décision de l'assemblée générale des Actionnaires prise à la majorité des deux tiers (2/3) des votes exprimés valablement à une assemblée où au moins la moitié (1/2) du capital social de la Société est présent ou représenté lors d'une première convocation. Lors d'une seconde convocation, la décision sera prise à la majorité des deux tiers (2/3) des votes exprimés valablement à l'assemblée, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté à l'assemblée. L'abstention et les votes nuls ne seront pas pris en compte.

13.8. L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra au siège social ou à tel autre endroit à l'intérieur de la commune du siège social précisé dans la convocation le 10 juin à 15.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. - Exercice social - Répartition des bénéfices

Art. 14. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 15. Répartition des bénéfices.

15.1. L'excédent favorable du bilan, après déduction de toutes les charges de la Société et des amortissements, constitue le bénéfice net de la Société. Sur ce bénéfice cinq pour cent (5%) seront affectés à la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais reprend son cours si, à un moment quelconque, pour une cause quelconque, ladite réserve tombe en dessous de dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Le solde du bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale des Actionnaires.

15.2. Pour chaque année au cours de laquelle la Société décide de verser des dividendes, distributions provenant de profits net et des réserves disponibles provenant des bénéfices non répartis, incluant tout compte de prime d'émission quelconque, les montants alloués à cet effet devront être distribués selon l'ordre suivant:

- les détenteurs d'Actions classe A auront droit à un dividende pour l'année en question d'un montant égal à zéro point soixante-cinq pourcent (0.65%) de la valeur nominale des Actions de classe A détenues par eux,
- les détenteurs d'Actions de classe B auront droit à un dividende pour l'année en question d'un montant égal à zéro point soixante pourcent (0.60%) de la valeur nominale des Actions de classe B détenues par eux,
- les détenteurs d'Actions de classe C auront droit à un dividende pour l'année en question d'un montant égal à zéro point cinquante-cinq pourcent (0.55%) de la valeur nominale des Actions de classe C détenues par eux,
- les détenteurs d'Actions de classe D auront droit à un dividende pour l'année en question d'un montant égal à zéro point cinquante pourcent (0.50%) de la valeur nominale des Actions de classe D détenues par eux,
- détenteurs d'Actions de classe E auront droit à un dividende pour l'année en question d'un montant égal à zéro point quarante-cinq pourcent (0.45%) de la valeur nominale des Actions de classe E détenues par eux,
- détenteurs d'Actions de classe F auront droit à un dividende pour l'année en question d'un montant égal à zéro point quarante pourcent (0.40%) de la valeur nominale des Actions de classe F détenues par eux,
- détenteurs d'Actions de classe G auront droit à un dividende pour l'année en question d'un montant égal à zéro point trente-cinq pourcent (0.35%) de la valeur nominale des Actions de classe G détenues par eux,
- les détenteurs d'Actions de classe H auront droit à un dividende pour l'année en question d'un montant égal à zéro point trente pourcent (0.30%) de la valeur nominale des Actions de classe H détenues par eux,
- les détenteurs d'Actions de classe I auront droit à un dividende pour l'année en question d'un montant égal à zéro point vingt-cinq pourcent (0.25%) de la valeur nominale des Actions de classe I détenues par eux,
- les détenteurs d'Actions de classe J auront droit à un dividende pour l'année en question d'un montant égal à zéro point vingt pourcent (0.20%) de la valeur nominale des Actions de classe J détenues par eux.

Le montant total distribuable restant sera, après allocations des montants à toutes les classes d'Actions, distribué dans son entièreté au détenteur de la dernière classe d'Actions dans l'ordre alphabétique inverse. Dès lors, dans l'hypothèse d'une annulation totale de la dernière classe d'Actions en circulation (dans l'ordre alphabétique, à titre d'exemple, la classe d'Actions J) suite à son rachat ou autrement au moment de la distribution, le restant de toute distribution de dividende sera alloué à la dernière classe d'Actions précédente dans l'ordre alphabétique contraire (soit initialement la classe d'Actions I).

Titre VII. - Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des Actionnaires. Si la Société est dissoute, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des Actionnaires, qui déterminera leurs pouvoirs et fixera leurs émoluments.

Titre VIII. - Loi applicable

Art. 17. Loi applicable. Pour tous les points non réglés par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commencera à la date de constitution de la Société et s'achèvera le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été adoptés, la partie comparante déclare souscrire l'intégralité du capital de la façon suivante:

Monsieur Ioannis KOILAKOS, préqualifié

Quatre mille Actions de classe A	4000 Actions de classe A
Quatre mille Actions de classe B	4000 Actions de classe B
Quatre mille Actions de classe C	4000 Actions de classe C
Quatre mille Actions de classe D	4000 Actions de classe D
Quatre mille Actions de classe E	4000 Actions de classe E
Quatre mille Actions de classe F	4000 Actions de classe F
Quatre mille Actions de classe G	4000 Actions de classe G
Quatre mille Actions de classe H	4000 Actions de classe H
Quatre mille Actions de classe I	4000 Actions de classe I
Quatre mille Actions de classe J	4000 Actions de classe J
TOTAL: quarante mille Actions,	40.000 Actions

Les Actions ont été libérées à hauteur de cent pourcent (100%) en numéraire, de sorte que la somme de quarante mille Euros (40.000 EUR) se trouve à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié que les conditions prévues par l'article 26 de la Loi ont été observées.

Dépenses

Le montant des frais, dépenses, rémunération ou charges sous quelques formes que ce soit, qui incombe à la Société en raison du présent acte, s'élèvent approximativement à EUR 1.400.-.

Résolutions de l'actionnaire unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Actionnaire unique de la Société représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1) Le siège social de la Société est fixé au 412 F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

2) Le nombre d'administrateurs est fixé à trois (3). Ont été appelés à la fonction d'administrateurs:

Monsieur Christian FRANÇOIS, employé privé, né à Rocourt (Belgique) le 1 avril 1975, avec adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

Madame Cynthia BODY, employée privée, née à Messancy (Belgique) le 29 mars 1989, avec adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

Monsieur Jean-Robert BARTOLINI, employé privé, né à Differdange le 10 novembre 1962, avec adresse professionnelle au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

Le mandat de ces administrateurs expirera à l'issue de l'assemblée générale des Actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice social se terminant le 31 décembre 2013.

3) Le nombre de commissaires aux comptes est fixé à un (1). A été appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:

Fin-Contrôle S.A. ayant son siège social fixé au 12, rue Guillaume Kroll, bâtiment F, L-1882 Luxembourg enregistré auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 42230.

Son mandat expirera à l'issue de l'assemblée générale des Actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice social se terminant le 31 décembre 2013.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec nous notaire, le présent acte.

Signé: F. LEMOINE, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 22 avril 2013. Relation: RED/2013/642. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. ELS.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 22 avril 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013051600/601.

(130063309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Livestock Advise Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-3899 Foetz, 6A, rue Théodore de Wacquant.

R.C.S. Luxembourg B 69.970.

L'an deux mille treize.

Le sept février.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

A COMPARU

Monsieur Guillaume Henri KIENER, éleveur, né à Epinal (France) le 05 décembre 1953, demeurant à F-57570 Basse-Rentgen, 7, rue des Lilas

Lequel comparant déclare être le seul associé de la société à responsabilité limitée LIVESTOCK ADVICE S.à r.l., avec siège social à L-8287 Kehlen, Zone Industrielle inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 69970

constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Roger ARRENSDORFF, alors notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, en date du 1^{er} juin 1999, publié au Mémorial C numéro 588 en date du 30 juillet 1999,

modifiés en dernier lieu aux termes d'un acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 26 mai 2011, publié au Mémorial C, numéro 1982 du 27 août 2011,

dont le capital social est de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 12.500,-) représenté par CINQ CENT (500) PARTS SOCIALES avec une valeur nominale de VINGT-CINQ EUROS (25,- €) chacune.

Le comparant prie le notaire instrumentant de documenter ce qui suit:

Le siège social est transféré de son adresse actuelle L-8287 Kehlen, Zone Industrielle à L-3899 Foetz, 6a, rue Théodore de Wacquant.

Suite à cette décision l'article deux (2) des statuts a dorénavant la teneur suivante:

Art. 2. "Le siège social de la société est établi à Foetz."

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donné à la comparant, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Kiener, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 11 février 2013. Relation: EAC/2013/1916. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013032431/34.

(130039622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2013.

Mancana S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 107.269.

EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2013:

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la démission de FIDUCIARY & ACCOUNTING SERVICES S.A. en tant que Commissaire aux Comptes.

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la nomination de FIDUCIAIRE SEVE S.A. ayant son siège social 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n° RCS Luxembourg B 82421 en tant que Commissaire aux Comptes en remplacement de FIDUCIARY & ACCOUNTING SERVICES S.A. jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Pour MANCANA S.A.

Référence de publication: 2013036424/17.

(130044796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2013.

AltaFund Value-Add I, Société en Commandite par Actions - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 159.249.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2013.

Référence de publication: 2013036136/10.

(130044877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2013.

WAI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place F.-J. Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 122.624.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013036078/10.

(130044123) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2013.

Clinique Vétérinaire du Cèdre, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 133.011.

Le bilan de clôture au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mars 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013036214/10.

(130044420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2013.

CCI Foreign, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 170.148.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mars 2013.

Référence de publication: 2013036223/10.

(130044593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2013.

StartUp S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 74A, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 163.515.

AUSZUG

Es geht aus dem Protokoll der ausserordentlichen Generalversammlung vom 5. März 2013 hervor dass:

- Die Gesellschaft Account Data Europe S.A. als Rechnungskommissar austritt.

- Die Gesellschaft Fidu-Concept S.à r.l. mit Sitz in L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 38136 als neuer Rechnungskommissar ernannt wird.

Das Mandat der Rechnungskommissar endet bei der Generalversammlung 2017.

Für gleichlautenden Auszug

Référence de publication: 2013037797/14.

(130046344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2013.

Sunotel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 40.231.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013037837/10.

(130046309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2013.

Sole Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2441 Luxembourg, 220, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 143.517.

Le Bilan au 31 Décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013037825/10.

(130045906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2013.

Société du Parking de l'Avenue Monterey S.A., en abrégé S.P.A.M. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 24B, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 46.778.

La liste des signatures autorisées a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013037821/10.

(130046336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2013.

Société du Parking d'Esch-sur-Alzette, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 24B, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 104.610.

La liste des signatures autorisées a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013037820/10.

(130046337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2013.

Taulux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 151.092.

1. Monsieur Philippe TOUSSAINT a démissionné de son mandat de gérant A.
2. Monsieur Emanuele GRIPPO a démissionné de son mandat de gérant B.
3. Monsieur Xavier SOULARD a démissionné de son mandat de gérant B.

Luxembourg, le 19 mars 2013.

Pour avis sincère et conforme

Pour TAULUX S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013037851/14.

(130045840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2013.

Ameo IP Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 175.657.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-sixth of February.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg,

There appeared:

Ameo Investment Funds S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg and with registered office at L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet, registered with the R.C.S.Luxembourg under number B 166.813,

represented by Mister Erwin VANDE CRUYS, private employee, residing professionally at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a proxy given in Luxemburg on 20th February, 2013.

Said proxy, after having been signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The aforesaid appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée):

I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Name.

1.1. There is formed a private limited liability company under the name Ameo IP Holdings S.à r.l., which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the Company), and in particular by the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

Art. 2. Registered Office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg-City (Grand Duchy of Luxembourg).

2.2. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3. However, the sole Manager, or in case of plurality of Managers, the Board of Managers of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of the City of Luxembourg.

Art. 3. Object. The Company's objects are:

3.1. To acquire and hold interests in any form whatsoever, in any other Luxembourg or foreign commercial, industrial or financial entities, by way of, amongst others, the subscription or acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or any other way, or financial debt instrument in any way whatsoever, and to administer, develop and manage such investments, holdings, and interests.

3.2. To acquire, own, develop, operate, licence, commercialise, distribute, and invest in tangible and intangible property and assets including but not limited to intellectual property, software designs and applications, software patents, and real estate, either directly or indirectly, in Luxembourg or abroad, and to administer, develop and manage such investments, holdings, assets and interests.

3.3. In addition to the foregoing, to perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, any and all transactions necessary or useful to fulfil the Company's objects as well as transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of the corporate object in all areas described above, without taking advantage of the specific tax regime organised by the law of July 31, 1929 on holding companies.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is established for an unlimited duration.

II. - Capital, Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1. The corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (EUR 12,500) shares of one euro (EUR 1) each (hereafter referred to as the “Shares”). The holders of the Shares are together referred to as the Shareholders.

5.2. In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any share is transferred.

The amount of said premium account is at the free disposal of the Shareholder(s).

5.3. All Shares will have equal rights.

Art. 6. Shares Indivisibility.

6.1. Towards the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 7. Transfer of Shares.

7.1. In case of a single Shareholder, the Company's Shares are freely transferable.

7.2. In case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred by application of the requirements of Articles 189 and 190 of the Law.

7.3. In addition, each Shareholder agrees that it will not transfer, pledge or grant a security interest in any Share without the prior written consent of the Board of Managers.

III. - Management - Représentation

Art. 8. Management.

8.1. The Company is managed by one or more manager(s) appointed by a resolution of the Shareholder(s) (each a Manager and collectively the Managers). In case of plurality of Managers, they will constitute a Board of Managers.

8.2. The Managers need not be Shareholders. The Managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the Shareholder(s).

Art. 9. Powers of the Board of Managers.

9.1. In dealing with third parties, the sole Manager or, in case of plurality of Managers, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects, provided the terms of this Article shall have been complied with.

9.2. All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the sole Manager or in case of plurality of Managers, of the Board of Managers.

Art. 10. Représentation of the Company.

10.1. Towards third parties, the Company shall be, in case of a sole Manager, bound by the sole signature of the sole Manager or, in case of plurality of Managers, by the joint signature of any two Managers or by the signature of any person to whom such power shall be delegated, in case of a sole Manager, by the sole Manager or, in case of plurality of Managers, by any two Managers.

Art. 11. Delegation and Agent of the Board of Managers.

11.1. The sole Manager or, in case of a plurality of Managers, any two Managers may delegate its/their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

11.2. The sole Manager or, in case of plurality of Managers, any two Managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

Art. 12. Meeting of the Board of Managers.

12.1. In case of plurality of Managers, the meetings of the Board of Managers are convened by any Manager.

12.2. The Board of Managers may validly debate and take decisions without prior notice if all the Managers are present or represented and have waived the convening requirements and formalities.

12.3. Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or email or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

12.4. The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members is present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

12.5. The use of video-conferencing equipment and conference calls shall be allowed provided that each participating Manager is able to hear and to be heard by all other participating Managers whether or not using such technology, and each participating Manager shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

12.6. A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content signed by all the members of the Board of Managers.

12.7. The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by all Managers present or represented at the meeting. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

IV. - General meeting of shareholders

Art. 13. Powers of the General Meeting of Shareholders - Votes.

13.1. The single Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting.

13.2. In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares, which he owns. Each Shareholder has voting rights commensurate with his Shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital adopt them.

13.3. However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three-quarters of the Company's Share capital, subject to any other provisions of the Law.

V. - Business year

Art. 14. Financial year.

14.1. The Company's financial year starts on the first day of January and ends on the last day of December of the same year.

14.2. At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Managers and the Managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3. Each Shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Distribution Right of Shares.

15.1. The profits in respect of a financial year, after deduction of general and operating expenses, charges and depreciations, shall constitute the net profit of the Company in respect of that period.

15.2. From the net profits thus determined, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

15.3. To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by Law and by these Articles, the Managers may propose that cash available for remittance be distributed to the Shareholders.

15.4. The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by a majority vote of the Shareholders.

15.5. The Board of Managers may, to the extent permitted by Luxembourg law, decide to distribute interim dividends.

VI. - Liquidation

Art. 16. Causes of Dissolution.

16.1. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

Art. 17. Liquidation.

17.1. The liquidation of the Company can only be decided if approved by the majority of Shareholders.

17.2. The liquidation will be carried out by one or several liquidators, Shareholders or not, appointed by the Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

VII. - Applicable law

Art. 18. Applicable Law.

18.1. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory disposition

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on the 31st December 2013.

Subscription and Payment

The Articles of Association having thus been established, the above named party has subscribed to the shares as follows:

- Ameo Investment Funds S.à r.l., prequalified	12,500
Total: twelve thousand five hundred	12,500

The shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euro (12,500.-EUR) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Expenses

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand two hundred Euro (EUR 1.200.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the Sole Shareholder of the Company, represented as stated above, has passed the following resolutions:

- 1) The following person is appointed as sole Manager for an undetermined period:
- Ameo Investment Funds S.à r.l., prenamed;
- 2) The Company shall have its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy-holder of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing party, said proxy-holder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-six février.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

Ameo Investment Funds S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet, inscrite au R.C.S.Luxembourg sous le numéro B166.813,

ici représentée par Monsieur Erwin VANDE CRUYS, employé privé, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en vertu d'une procuration faite et donnée à Luxembourg le 20 février 2013.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement

Laquelle partie comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. - Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination.

1.1 Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Ameo IP Holdings S.à r.l.», qui sera régie par le droit luxembourgeois (ci-après la Société), et en particulier par la Loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg Ville, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'assemblée générale des Associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Cependant, le Gérant unique ou en cas de pluralité des Gérants, le Conseil de Gérance de la Société est autorisé à transférer le siège social de la Société dans les limites de la commune de la ville de Luxembourg.

Art. 3. Objet social. L'objet de la Société est:

3.1. d'acquérir, détenir et exploiter participations sous quelque forme que ce soit, dans n'importe quel autre luxembourgeois ou étrangers des entités commerciales, industrielles ou financières, par le biais, entre autres, la souscription ou l'acquisition de tous titres et droits par le biais de participation, de prise ferme ou option, négociation ou de toute autre manière, ou d'un instrument de la dette financière de quelque manière que ce soit, et à administrer, développer et gérer de tels investissements, les avoirs et les intérêts.

3.2. d'acquérir, de posséder, développer, patenter, donner licence, exploiter, distribuer, et d'investir dans les biens corporels et incorporels et des actifs, y compris mais non limité à la propriété intellectuelle, la conception de logiciels et d'applications, les brevets logiciels, et de l'immobilier, soit directement ou indirectement, au Luxembourg ou à l'étranger, et à administrer, développer et gérer de tels investissements, les avoirs, les actifs et les intérêts.

3.3. Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toutes opérations légales, commerciales, techniques ou financières et, en général, toutes opérations nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs décrits ci-dessus, de manière à faciliter l'accomplissement de celui-ci, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participation financières.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

II. - Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social souscrit est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (1 EUR), chacune (ci-après désignées les Parts). Il est fait ci-après référence aux détenteurs de Parts comme Associés.

5.2 Outre le capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant dudit compte de prime d'émission est à la libre disposition des Associés.

5.3 Toutes les Parts donnent droit à des droits égaux.

Art. 6. Indivisibilité des Parts.

6.1 Envers la Société, les Parts de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 7. Transfert des Parts.

7.1 En cas d'Associé unique, les Parts de la Société sont librement transmissibles.

7.2 En cas de pluralité d'Associés, les Parts détenues par chacun d'entre eux ne sont cessibles que dans le respect des exigences des Articles 189 et 190 de la Loi.

7.3 De plus, chaque Associé s'engage à ne pas céder, mettre en gage ou accorder des garanties sur les Parts qu'il détient sans le consentement préalable et écrit du Conseil de Gérance.

III. - Gestion - Représentation

Art. 8. Conseil de gérance.

8.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par résolution de l'Associé (des Associés) (chacun un Gérant et ensemble les Gérants). En cas de pluralité de Gérants, ils constitueront un Conseil de Gérance.

8.2 Les Gérants n'ont pas besoin d'être Associés. Les Gérants sont révocables à tout moment avec ou sans motif sur décision de l'Associé (des Associés).

Art. 9. Pouvoirs du Conseil de Gérance.

9.1 Dans les rapports avec les tiers, le Gérant unique, ou en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance a tous les pouvoirs pour agir en toute circonstance au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que cela soit conforme aux dispositions de cet Article.

9.2 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Gérant unique, ou en cas de pluralité de Gérants, du Conseil de Gérance.

Art. 10. Représentation de la société.

10.1 La Société sera valablement engagée envers les tiers par la signature du Gérant unique, ou en cas de pluralité de Gérants, par la signature conjointe de deux Gérants ou par la signature de toute personne à qui ce pouvoir sera délégué, en cas de Gérant unique, par le Gérant unique ou, en cas de pluralité de Gérants, par deux Gérants.

Art. 11. Délégation et Représentant du Conseil de Gérance.

11.1 Le Gérant unique, ou en cas de pluralité de Gérants, deux Gérants peuvent déléguer leur(s) pouvoir(s) pour des affaires déterminées à un ou plusieurs agents ad hoc.

11.2 Le Gérant unique ou en cas de pluralité de Gérants, deux Gérants détermineront les responsabilités de l'agent en question et sa rémunération (le cas échéant), la durée de la période de représentation et autres conditions de la représentation.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance.

12.1 En cas de pluralité de Gérants, les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par tout Gérant.

12.2 Le Conseil de Gérance peut valablement délibérer sans convocation préalable lorsque tous les Gérants sont présents ou représentés et ont renoncé à la convocation par écrit.

12.3 Tout Gérant peut participer aux réunions du Conseil de Gérance en nommant par écrit ou par télégramme ou par télécopie ou par email ou par lettre un autre Gérant comme son représentant. Un Gérant peut aussi nommer un autre Gérant pour le représenter par téléphone, ce qui doit être ultérieurement confirmé par écrit.

12.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement discuter et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance sont adoptées à la majorité simple.

12.5 L'utilisation de l'équipement de vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée pourvu que chaque Gérant participant soit capable d'entendre et d'être entendu par les autres Gérants participants qu'ils utilisent ou non cette technologie, et chaque Gérant participant est considéré comme présent et autorisé à voter par vidéo ou téléphone.

12.6 Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est valable et efficace comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance, dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être documentée dans un seul document ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par tous les membres du Conseil de Gérance.

12.7 Le procès-verbal de la réunion du Conseil de Gérance doit être signé par tous les Gérants présents ou représentés à la réunion. Des extraits doivent être certifiés par tout Gérant ou par toute personne nommée par tout Gérant ou durant une réunion du Conseil de Gérance.

IV. - Assemblées générales des associés

Art. 13. Pouvoirs de l'Assemblée Générale des Associés - Votes.

13.1 L'Associé unique exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés.

13.2 En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives quel que soit le nombre de Parts qu'il détient.

Chaque Associé possède des droits de vote proportionnel au nombre de Parts qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que si les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent.

13.3 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'Associés (en nombre) détenant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve de toute autre disposition de la Loi.

V. - Exercice social

Art. 14. Exercice Social.

14.1 L'année sociale commence le premier jour de janvier et se termine le dernier jour de décembre de la même année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par les Gérants et ceux-ci prépareront un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

14.3 Tout Associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 15. Droit de Distribution des Parts.

15.1 Les bénéfices de l'exercice social, après déduction des frais généraux et opérationnels, des charges et des amortissements, constituent le bénéfice net de la Société pour cette période.

15.2 Du bénéfice net ainsi déterminé, cinq pour cent (5%) seront prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.3 Dans la mesure où des fonds sont disponibles au niveau de la Société tant dans le respect de la Loi que des Statuts, les Gérants pourront proposer que ces fonds disponibles soient distribués.

15.4 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise à la majorité des Associés.

15.5 Le Conseil de Gérance est autorisé à verser des acomptes sur dividendes dans la mesure de ce qui est permis par le droit luxembourgeois.

VI. - Liquidation

Art. 16. Causes de Dissolution.

16.1 La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

Art. 17. Liquidation.

17.1 La liquidation de la Société requiert l'approbation de la majorité des Associés.

17.2 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par les Associés qui termineront leurs pouvoirs et rémunérations.

VII. - Loi applicable

Art. 18. Loi Applicable.

18.1 Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique dans ces Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 Décembre 2013.

Souscription et Libération

Les Statuts ayant été établis, les comparantes déclarent vouloir souscrire le total du capital de la manière suivante:

- Ameo Investment Funds S.à r.l., prénommé,	12.500
Total: douze mille cinq cents	12.500

Toutes les parts ont été entièrement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euro (12.500,- EUR) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, comme il a été certifié au notaire instrumentant qui le constate expressément..

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ mille deux cents Euros (EUR 1.200.-).

Décisions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée comme Gérant Unique de la Société pour une durée indéterminée:

a) Ameo Investment Funds S.à r.l., prénommée.

2. Le siège social de la Société est établi au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par noms, prénoms, états et demeures, le mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: E. Vande Cruys et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 28 février 2013. LAC/2013/9355. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mars 2013.

Référence de publication: 2013031512/339.

(130038882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Francilienne Investments II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 105.244.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand thirteen, on the twenty-fifth day of the month of February.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

"Francilienne Investments I, S.à r.l.", a société à responsabilité limitée incorporated in accordance with and governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

hereafter referred to as "the principal",

the principal here represented by

Mr Martin ECKEL, Legal Counsel with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Luxembourg on 21 February 2013, which proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing principal and the undersigned notary, will be registered with this deed.

The same proxy holder declared and requested the notary to act:

I.- That the company "Francilienne Investments II, S.à r.l." (the "Company"), a "société à responsabilité limitée", established and having its registered office at 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, registered in the "Registre de Commerce et des Sociétés" in Luxembourg, section B number 105244, has been incorporated under Luxembourg Law, pursuant to a notarial deed enacted on 17 December 2004, published in the Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations on 20 April 2005, under number 355.

The Articles of Association of said Company have never been amended since.

II.- That the subscribed capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25.-) each, fully paid up in cash.

III.- That the principal is the sole and only owner of all the shares of said Company.

IV.- That the principal, being, as of the date of incorporation of the Company, sole partner of the Company has decided to proceed immediately to the dissolution of said Company.

V.- That the principal declares to have full knowledge of the articles of incorporation and the financial situation of the Company.

VI.- That the principal further, in its capacity as liquidator of the company, declares that the business activity of the Company has ceased, that it, as sole shareholder is vested with the assets and has paid off all debts of the dissolved Company committing itself to take on all assets, liabilities and commitments of the dissolved Company as well as to be personally charged with any presently unknown liability.

VII.- That the principal grants full discharge to the current managers of the dissolved Company, for the due performance of their duties as such, up to this date.

VIII.- That the records and documents of the Company will be kept for a period of five years at its former registered office, being 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

IX.- That the principal commits itself to pay the cost of the present notarial deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, records that on request of the proxy holder of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same proxy holder and in case of discrepancy between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document after having been read to the proxy holder of the appearing principal, known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, said proxy holder signed together with Us the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, vingt-cinq février.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Francilienne investments I, S.à r.l., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

ci-après dénommée: «le mandant»,

le mandant ici représentée par:

Monsieur Martin ECKEL, Legal Counsel, avec adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration lui donnée à Luxembourg, le 21 février 2013 laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire du mandant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise à la formalité de l'enregistrement.

Lequel mandataire, agissant ès-dites qualités, a déclaré et requis le notaire d'acter:

I.- Que la société «Francilienne Investments II, S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social au 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 105244, a été constituée sous le droit luxembourgeois, suivant acte notarié en date du 17 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 20 avril 2005, sous le numéro 355.

Les statuts de la Société ne furent pas modifiés depuis lors.

II.- Que le capital social souscrit de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cinq cents (500) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, chaque part sociale étant intégralement libérée en numéraire.

III.- Que le mandant est le seul et unique propriétaire de toutes les parts sociales de ladite Société.

IV.- Que le mandant, étant, depuis le jour de la constitution de la Société, le seul associé de la Société a décidé de procéder à la dissolution immédiate de ladite Société.

V.- Que le mandant déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

VI.- Que le mandant, de même en tant que liquidateur de la Société, déclare que l'activité de la Société a cessé, que lui, en tant qu'associé unique est investi de tout l'actif et qu'il a réglé tout le passif de la Société dissoute s'engageant à reprendre tous actifs, dettes et autres engagements de la Société dissoute et de répondre personnellement de toute éventuelle obligation inconnue à l'heure actuelle.

VII.- Que décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la Société dissoute pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

VIII.- Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans à l'ancien siège de la Société, étant celui du 41, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg.

IX.- Que le mandant s'engage à payer les frais du présent acte.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire du mandant le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la requête de la même personne et en cas de divergence entre le texte anglais et français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du mandant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec Nous le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: M. ECKEL, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 28 février 2013. Relation: EAC/2013/2758. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013031681/95.

(130038492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

Hackl Hofmann Landschaftsarchitekten S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4081 Esch-sur-Alzette, 25, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 136.192.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausenddreizehn,

am fünfundzwanzigsten Tag des Monats Februar.

Vor Uns Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg),

ist erschienen:

die Gesellschaft „Hackl Hofmann Landschaftsarchitekten GmbH“ (früher: „Hackl Hofmann Freiraumplanung GmbH“), eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet und bestehend unter den deutschen Rechten mit Gesellschaftssitz in D-85072 Eichstätt, Marktplatz 18, eingetragen im Handelsregister B des Amtsgerichts Ingolstadt (Deutschland) unter der Nummer HRB 3421,

hier vertreten durch:

Frau Mely STEINBACH, berufsansässig in 246, rue de Beggen, L-1220 Luxemburg,

aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift ausgestellt in Eichstätt (Deutschland), am 20. Februar 2013,

welche Vollmacht, nachdem sie von der Bevollmächtigten der Erschienenen und vom amtierenden Notar „ne varietur“ unterzeichnet wurde, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigegeben um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.

Vorgenannte Bevollmächtigte, in vorerwähnter Eigenschaft, ersuchte den amtierenden Notar die Erklärungen und Feststellungen der erschienenen Partei zu beurkunden wie folgt:

1.- Dass die erschienene Partei, die Gesellschaft „Hackl Hofmann Landschaftsarchitekten GmbH“, die alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft „HACKL HOFMANN LANDSCHAFTSARCHITEKTEN S.à r.l.“, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Sitz in 25, rue Dicks, L-4081 Esch-sur-Alzette, gegründet früher unter der Form einer Aktiengesellschaft (SA) unter dem Firmennamen „FIBONACCI S.A.“, gemäß notarieller Urkunde aufgenommen am 30. Januar 2008, welche Urkunde veröffentlicht wurde im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 12. März 2008, unter der Nummer 618 und Seite 29640 57622, ist und deren Satzung zuletzt abgeändert wurde laut einer Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar, am 11. Mai 2010, welche ebenfalls im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, am 08. Juni 2010, unter der Nummer 1191 und Seite 57157, veröffentlicht wurde.

2.- Dass die Gesellschaft „HACKL HOFMANN LANDSCHAFTSARCHITEKTEN S.à r.l.“, rechtmäßig, im Handels- und Gesellschaftsregister (RCS) unter der Nummer B 136192, eingetragen ist.

3.- Dass das Stammkapital der Gesellschaft ZWÖLFTAUSENDFÜNFHUNDERT EURO (12'500.-EUR) beträgt und eingeteilt ist in einhundert (100) voll in bar einbezahlten Anteile mit einem Nennwert von je EINHUNDERTFÜNFUNDZWANZIG EURO (125.-EUR), die sämtlich, von der vorgenannten erschienenen Partei gehalten werden.

4.- Dass die Erschienenen, in ihrer Eigenschaft als Eigentümerin sämtlicher einhundert (100) Gesellschaftsanteile, ausdrücklich beschließt, die Gesellschaft mit Wirkung auf den heutigen Tage aufzulösen.

5.- Dass die Erschienenen, in solcher Eigenschaft, alle Aktiva und Passiva der aufgelösten Gesellschaft übernommen hat, daß alle Verbindlichkeiten beglichen wurden und daß die Liquidation der Gesellschaft abgeschlossen ist, unbeschadet der Tatsache, daß sie ohnehin persönlich und für sämtliche Verbindlichkeiten der aufgelösten Gesellschaft haftet.

6.- Dass den Geschäftsführern der Gesellschaft „HACKL HOFMANN LANDSCHAFTSARCHITEKTEN S.à r.l.“, ab heute volle Entlastung für die Ausübung ihrer Mandate erteilt wurde.

7.- Dass die Bücher und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft während fünf (5) Jahren an folgender Adresse aufbewahrt werden: L-1220 Luxemburg, 246, rue de Beggen.

8.- Dass das Anteilsregister der Gesellschafter der Gesellschaft „HACKL HOFMANN LANDSCHAFTSARCHITEKTEN S.à r.l.“, in Gegenwart des Notars annulliert wurde.

9.- Dass die Erschienenen für alle aus dieser Urkunde anfallenden Kosten persönlich haftet.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Bevollmächtigte der erschienenen Partei, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit Uns amtierenden Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. STEINBACH, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 26. Februar 2013. Relation: EAC/2013/2631. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer ff. (gezeichnet): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013031734/56.

(130038484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2013.

**Futuwah Holding S.A., Société Anonyme,
(anc. Edifice Holding).**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 161.168.

L'an deux mille treize, le trente et un janvier.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de Edifice Holding S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 161.168 (la Société). La Société a été constituée le 11 avril 2011 suivant un acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1838 du 11 août 2011.

L'assemblée est présidée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette

Le président désigne comme secrétaire Madame Sophie HENRYON, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette

et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Claudia ROUCKERT, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les Actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les trente et un mille (31.000) actions de un euro (EUR 1.-) chacune, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'assemblée a été préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

- Changement de la dénomination actuelle de la société en «Futuwah Holding S.A.»;
- Modification de l'article 1 des statuts;
- Divers.

IV. L'assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination de la société en «Futuwah Holding S.A.» avec effet à la date de ce jour.

Deuxième résolution

Suite à la résolution ci-dessus, l'assemblée décide de modifier l'article 1 des statuts comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il existe une société anonyme sous la dénomination de Futuwah Holding S.A. (ci-après la Société), soumises aux dispositions de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (ci-après la Loi) ainsi qu'aux dispositions des présents statuts (les Statuts).»

Frais - Déclaration

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, qui pourraient incomber à la Société ou être mis à sa charge suite au présent acte, est estimé approximativement à la somme de mille trois cents euros (EUR 1.300.-).

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à la partie comparante, celle-ci a signé ensemble avec le notaire le présent acte original.

Signé: Conde, Henryon, Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 6 février 2013. Relation: EAC/2013/1718. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013032285/52.

(130039454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2013.

HTI S.A., HiTec Investments S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 131.655.

A décidé de dénoncer le siège de la société

HiTec Investments S.A., en abrégé HTI S.A.

Société Anonyme

2, avenue Charles de Gaulle

L-1653 Luxembourg

Inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 131 655

Luxembourg, le 12 mars 2013.

CF Corporate Services

Référence de publication: 2013035817/14.

(130043957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2013.

Wasteholdco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.488.511,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 134.924.

Extrait des résolutions de l'associé unique en date du 13 mars 2013

L'associé unique a décidé en date du 13 mars 2013:

- d'accepter la démission de Monsieur Alain Renard en tant que gérant de catégorie B de la société avec effet au 1^{er} mars 2013;

- de nommer Monsieur Jean-Robert Bartolini, ayant son adresse professionnelle au 412F, Route d'Esch, L-2086 Luxembourg en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet au 1^{er} mars 2013 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013036083/15.

(130043975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2013.

IT MOVES IT (Licensing) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 171.992.

EXTRAIT

Il est à noter que l'adresse de Monsieur Pascal WISCOUR-CONTER, gérant de la Société, est désormais à 18685 Caminito Cantilena, Apt. 202, San Diego, CA 92128, Etats-Unis d'Amérique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Pour IT MOVES IT (Licensing) S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2013036370/15.

(130044657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2013.